



Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT TRENTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 28 mai 1964, à 15 heures.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [point 4 a) de l'ordre du jour] (suite)
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique [Point 4 b) de l'ordre du jour]
- Rapport de la Mission de visite des Nations Unies au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, 1964 [Point 6 de l'ordre du jour]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1230.. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

MVE/HO

POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS-TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE (T/1621; T/L.107) (suite)

DISCUSSION GENERALE (suite)

M. DOISE (France) : Tout au long de cette discussion consacrée aux problèmes de Nouvelle-Guinée, la délégation française a été frappée par la franchise qui a caractérisé les interventions des porte-parole de l'Autorité administrante. M. McCarthy, aussi bien que le représentant spécial, M. Toogood, nous ont répondu sans détours, s'étendant fort légitimement sur les aspects positifs de l'action australienne dans le territoire sous tutelle - et ils sont assurément nombreux - et ne cachant pas, le cas échéant, les retards ou les obstacles rencontrés en route.

Le Conseil prendra certainement note avec intérêt du fait que l'Australie reconnaît sans ambiguïté le caractère temporaire de sa mission de tutelle et la prééminence de ses obligations internationales sur toute autre. Qu'il nous suffise de rappeler à cet égard une déclaration récente du Ministre des affaires étrangères de Canberra, dont personne n'a oublié qu'il a joué un rôle important lors de l'élaboration de la Charte au sein du Comité II/4 de la Conférence préparatoire de San Francisco :

"... Nous sommes tenus de promouvoir l'autonomie de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée et de réaliser ce but le plus rapidement possible. Il s'agit du Gouvernement des habitants de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée par les habitants de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée ...".

Quels sont donc les éléments positifs qui, au cours de l'année écoulée et couverte par le rapport annuel du Gouvernement australien, ont permis au territoire sous tutelle de progresser vers la réalisation de ce but?

C'est tout d'abord, dans le domaine politique, l'événement majeur que constitue la création d'un parlement élu; c'est ensuite, en matière économique et sociale, un certain nombre d'innovations que la délégation française, juge, sinon décisives, tout au moins intéressantes; car on ne saurait s'attendre à des mutations spectaculaires dans la solution de ce genre de problèmes.

M. Doise (France)

Le projet de création d'une Chambre d'Assemblée élue au suffrage universel avait été annoncé il y a près de deux ans; il a déjà fait l'an dernier l'objet de débats approfondis au sein du Conseil de tutelle. L'intérêt peut, de ce fait, en paraître quelque peu éventé; c'est là l'inconvénient de la prévision à longue échéance; lorsque l'événement survient, il semble que l'on n'ait plus rien à dire. Mais il serait injuste de ne pas apprécier à sa juste valeur ce tournant capital de l'évolution constitutionnelle du territoire sous tutelle.

Le Conseil portait l'an dernier jugement sur des promesses; il constate aujourd'hui des faits. Disons tout de suite que la création de ce parlement marque une remarquable concordance de vues entre la Puissance administrante et notre Organisation. Suggérée par la Mission de visite de 1962 - et il s'agissait là de sa recommandation la plus importante - cette réforme de structure a été simultanément envisagée par le Gouvernement de Canberra qui, une fois la décision prise, l'a rapidement menée jusqu'à son terme. Le représentant spécial nous a longuement exposé l'ampleur de la tâche qui tendait à créer de toutes pièces un système électoral complet dans un pays qui n'avait jamais connu le droit de vote et qui se voyait octroyer d'un seul coup le suffrage universel et le collège unique.

Cette vaste entreprise a été menée à bien entre les mois de mai 1963 et mars 1964. Il s'agissait de procéder au recensement de plus de 12 000 villages, dont beaucoup sont isolés par un relief tourmenté. Il s'agissait également d'achever à temps la confection matérielle de la liste électorale, en faisant appel aux moyens mécanographiques les plus modernes. Il s'agissait surtout de lancer simultanément un large programme d'éducation et d'information des masses, destiné à initier tout un peuple aux procédures politiques. On doit noter le succès de cette opération et, en particulier, le pourcentage élevé d'électeurs qui ont participé au scrutin. La Chambre va donc tenir sa séance inaugurale le 8 juin prochain; il est juste de souhaiter que son oeuvre législative à venir soit féconde et qu'elle renforce, tant parmi les députés que parmi leurs mandants, le sentiment de l'unité et la prise de conscience nationale.

M. Doise (France)

D'aucuns critiqueront sans doute, dans la composition actuelle de la Chambre, l'existence de sièges dits "réservés". Mais nous devons, à mon sens, tenir compte du fait que les populations ont, dans cette période d'adaptation de leurs nouvelles institutions, demandé elles-mêmes le maintien d'une telle formule. D'autre part, nous a précisé le représentant spécial "toute personne, dans le territoire, a eu, puisqu'il n'existe qu'une seule liste électorale, donc un seul collège, la possibilité de voter aussi bien pour un membre de l'électorat ouvert, que pour un membre de l'électorat spécial".

La Puissance administrante nous a également informés cette année de la création d'un "embryon d'organe exécutif" au sein du Conseil de l'Administrateur du territoire dont elle se propose, d'autre part, d'élargir considérablement les attributions. Sans doute, s'agit-il encore d'un début relativement modeste. Mais le fait que cinq des sept membres de ce Conseil choisis au sein de l'Assemblée soient des autochtones constitue un progrès de nature à donner aux Néo-Guinéens une expérience dont ils auront besoin le jour où ils prendront en main la direction de leurs propres affaires. En ce domaine, l'évolution est irréversible et l'adoption d'une telle réforme doit conduire inéluctablement à l'institution d'un véritable gouvernement responsable devant le pouvoir législatif. Notons également que la désignation imminente de sous-secrétaires parlementaires, qui doivent être les correspondants à l'Assemblée des chefs des principaux services administratifs, doit permettre, elle aussi, l'initiation des futurs responsables autochtones aux tâches de gouvernement.

Sur le plan de l'Administration régionale, on constate un nouvel accroissement du nombre des conseils de gouvernements locaux, dont la compétence s'étend désormais à la moitié environ de la population. Le Conseil de tutelle avait l'an dernier suggéré l'octroi d'une assistance financière plus importante du budget central aux budgets de ces conseils. Nous constatons que, sans préjudice des solutions que pourra apporter la nouvelle législature aux problèmes posés par la modicité des ressources locales, les services de l'Administrateur octroient déjà des subventions destinées à la réalisation de projets d'intérêt communal tels que : travaux d'infrastructure, constructions de marchés, bâtiments scolaires, dispensaires, etc.

M. Doise (France)

Dans le domaine de l'administration de la justice, les membres du Conseil de tutelle auront certainement noté avec intérêt la promulgation de la nouvelle "ordonnance sur les tribunaux locaux", substituant aux anciennes cours des affaires indigènes, qui n'étaient compétentes qu'à l'égard des autochtones, des tribunaux accessibles à tous.

Je voudrais maintenant évoquer très brièvement certains aspects des problèmes économiques et sociaux qui se présentent dans le territoire; et tout d'abord les problèmes fonciers.

L'Administration australienne se rend parfaitement compte des inconvénients du régime foncier coutumier, dominant encore dans la plus grande partie du pays, et qui ne saurait fournir une base satisfaisante pour un développement économique d'une certaine ampleur. La tenure collective traditionnelle, si elle convenait à l'économie de subsistance, est difficilement compatible avec la propagation des cultures commerciales à long terme. Seule une immatriculation rationnelle des terres peut, par ailleurs, permettre une politique généralisée de crédits agricoles. Le Conseil de tutelle s'est, lui aussi, penché sur ce problème et a recommandé l'an dernier d'attirer l'attention de la nouvelle Assemblée législative sur la nécessité d'y porter remède. Cette recommandation conserve toute son importance et la Puissance administrante saura, n'en doutons point, s'assurer la coopération des élus de la population en ce domaine. Il s'agit d'ailleurs, avant toutes choses, d'une entreprise de persuasion fort délicate et fort longue,

M. Doise (France)

Sur un plan plus général, si l'économie de la Nouvelle-Guinée dépend encore pour une large mesure de la production du coprah et de ses dérivés, on peut constater néanmoins une diversification croissante des productions. C'est le but qui doit s'assigner - et que s'est assigné - l'Administration, qui verse une subvention annuelle pour faire face à l'accroissement des dépenses entraînées par l'achat de biens d'équipement et de matériaux de construction, par la création des services économiques de base nécessaires à l'expansion de la capacité de production. C'est d'ailleurs devenu presque un lieu commun que de noter chaque année l'importance de cette subvention qui représente maintenant les deux-tiers du total des recettes budgétaires.

A la suite des recommandations de la Mission de visite de 1962, l'Australie avait obtenu l'envoi sur place d'une mission d'études de la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement. Cette enquête est aujourd'hui terminée mais le rapport n'en a point encore été rendu public. Il me semble donc que le Conseil de tutelle ne devrait point rechercher cette année l'adoption de recommandations fondamentales au sujet de la situation économique de la Nouvelle-Guinée, en attendant de connaître les conclusions de la Banque sur l'inventaire général de ce pays et sur ses besoins en investissements dans les années à venir.

Il est à penser que le Conseil devrait marquer sa satisfaction à l'égard des progrès réalisés dans le domaine de la santé publique. L'OMS, dans un récent rapport, avait conclu que "la situation est très satisfaisante" : sans même parler du nombre élevé d'hôpitaux, le réseau actuel de 1076 dispensaires de villages gérés par du personnel autochtone diplômé est un exemple frappant de cette situation.

Il convient enfin de noter, dans le domaine de l'enseignement, la multiplication des écoles techniques, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la conservation forestière ou de la navigation. L'éducation allant de pair avec la formation des cadres administratifs et l'octroi de postes de responsabilité aux élites autochtones la création d'un collège administratif est également un événement important. Certes, il reste beaucoup à faire à cet égard, mais il est à espérer qu'une législation, introduite cette année, permettra à la Puissance administrante de s'acheminer vers une fonction publique composée en majorité d'autochtones; dans cette réglementation nouvelle, les fonctionnaires expatriés perdront leur statut permanent, tandis qu'un recrutement préférentiel sera réservé aux Néo-Guinéens.

M. Doise (France)

Enfin, les conclusions de la Commission de l'enseignement supérieur, qui seront prochainement déposées, devraient permettre d'aller de l'avant dans le domaine universitaire et de régler les rapports entre la future université et les établissements de formation qui existent déjà.

En conclusion le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée paraît engagé sur une bonne voie. L'Australie est consciente de ses vastes responsabilités et, dans un pays qui sort à peine de son isolement millénaire, où tout, plus qu'ailleurs, paraissait insurmontable, son administration poursuit avec persévérance ses efforts vers l'ultime étape prévue par la Charte des Nations Unies : l'autodétermination de la population.

Il me reste à remercier encore la délégation australienne et en particulier MM. MacCarthy et Toogood et à demander à leurs conseillers, MM. Magan et Tau Boga de faire part à leurs compatriotes de tout l'intérêt que porte la délégation française à leur bien-être et à leur avenir.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Quand on discute de la Nouvelle-Guinée, on ne saurait oublier les conditions physiques de ce territoire. La Nouvelle-Guinée n'est pas une abstraction, ce n'est pas un exercice de manuel sur la tutelle. Son développement était une gageure comparable à celle qu'a connue n'importe quel autre pays. C'est un territoire dans lequel on trouve presque toutes les variations géographiques possibles, de la multitude d'îles aux marais des côtes, aux hautes chaînes de montagnes et aux vallées encaissées; sa population, divisée par ces marais et ces chaînes de montagnes, est groupée en un millier de tribus et de clans. Les habitants parlent - je n'hésite pas à le répéter, car c'est un fait que l'on ne peut perdre de vue - 706 langues et 2 000 dialectes. Parmi eux, beaucoup de ceux qui vivent dans les hautes vallées ont dû littéralement passer, en l'espace d'une génération, de l'âge de pierre à la conception de la société moderne. Cette tâche était déjà assez formidable, pensera-t-on, mais, comme pour augmenter encore la difficulté, des années d'effort ont été annihilées par la guerre; après 1945, l'administration a pratiquement dû repartir de zéro et reconstruire la structure du gouvernement et la base d'une société moderne.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la situation actuelle en Nouvelle-Guinée. C'est aussi, je pense, l'étalon avec lequel il faut mesurer les efforts de l'Autorité administrante. Depuis la guerre, le pays a été largement ouvert, par des routes et par des services aériens; son budget, constitué presque entièrement par des subventions de l'Australie, a été augmenté plus de cinq fois; l'on est arrivé au point où, bientôt, presque un quart de million d'enfants iront à l'école, et le développement agricole est bien avancé. L'Autorité administrante - et aussi la dernière mission de visite de ce Conseil - a décidé que l'on avait atteint le stade où le développement politique serait la clé du progrès futur. S'en tenant, à juste titre, à l'idée que des principes qui se sont avérés bons ailleurs peuvent s'appliquer même dans le cas spécial de la Nouvelle-Guinée, l'Autorité administrante a pris une mesure hardie. Cet ensemble de tribus et de gens unis au hasard de l'histoire et qui, bien souvent, il y a quelques années encore, ne se connaissaient même pas, vient d'élire son premier parlement territorial.

Quiconque a écouté attentivement la description faite par le représentant spécial des efforts intensifs déployés pendant une année par l'administration pour préparer ces élections ne saurait imaginer que ces élections ont été prises à la légère ou qu'elles aient eu pour but de faire de l'effet. En fait, leurs conséquences pour l'avenir de la Nouvelle-Guinée seront peut-être plus profondes encore que ne le laisserait croire le soin apporté à leur préparation. Cette dernière est sans doute sans parallèle dans l'histoire du développement politique dans le monde, en ce qui concerne l'importance donnée à l'éducation politique. En l'espace de dix mois, on a visité tous les villages connus du territoire, enregistré un million de noms sur les listes électorales générales, et l'on a expliqué le processus des élections démocratiques. L'ampleur de cette entreprise a été telle qu'au cours de ces mois l'administration a dû modifier ou interrompre momentanément beaucoup de ses autres activités. Il y a quelques années seulement, une pareille tâche aurait été impossible; en fait, cette entreprise, étant donnée la façon si sérieuse dont l'Autorité administrante s'en est chargée, a exigé des efforts à la limite des possibilités physiques.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Les efforts ont été justifiés par les résultats. Le programme intensif d'éducation politique semble avoir produit un éveil de l'intérêt dans les processus législatif et gouvernemental, une prise de conscience politique parmi les peuples de la Nouvelle-Guinée, qui, certainement, ne se relâchera pas. Le grand nombre de candidats et les campagnes vigoureuses menées dans la plupart des circonscriptions ont montré combien était vif l'intérêt porté aux élections. La participation de très nombreux électeurs au scrutin pourrait être portée au crédit de pays dans lesquels des élections constituent un processus commode et habituel. Mais ce qui est plus encourageant peut-être encore, c'est l'indication selon laquelle les considérations raciales n'ont joué qu'un très petit rôle dans le choix des électeurs. Le succès de six candidats non autochtones dans ces élections ouvertes montre bien que les électeurs ont confiance en eux-mêmes et cette confiance ne manquera pas d'avoir son influence propre sur le futur développement du pays. Comme le Conseil le sait, dix sièges étaient à l'origine réservés à des candidats non autochtones à la demande expresse des Néo-Guinéens qui désiraient à ce stade s'assurer l'expérience et les connaissances de ces membres au sein du nouveau Parlement. La crainte que de tels membres ne puissent être élus dans une compétition électorale ouverte ne s'est pas révélée justifiée. A la lumière de ce résultat et au fur et à mesure que la confiance acquise sera mieux assise encore, il sera possible de revoir le nombre de sièges ainsi réservés, peut-être même de les éliminer complètement.

Mais ce qui est plus important encore que le processus électoral lui-même, aussi impressionnantes qu'aient été sa préparation et son exécution, c'est qu'un véritable parlement existe aujourd'hui dans le territoire. Si cette question a dominé nos discussions au Conseil cette année, c'est certainement parce qu'il faut qu'elle domine l'ensemble de l'avenir du territoire. Elle signifie de la part du peuple de la Nouvelle-Guinée l'engagement de former une nation unie, et c'est là un engagement sur lequel on ne reviendra pas. L'Assemblée aura une majorité autochtone élue; elle disposera de pleins pouvoirs en matière de finances; dès maintenant, aucune loi ne saurait être promulguée dans le territoire sans son consentement. Dans un sens tout à fait réel, les destinées de la Nouvelle-Guinée sont maintenant aux mains de l'Assemblée; son énergie et sa compréhension des besoins du territoire détermineront le rythme du progrès futur.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Par la création même de ce parlement, une structure nouvelle de développement a été édiflée. Les questions de progrès économique, social et culturel, sont convergentes et finissent par devenir des questions politiques en ce sens que ce n'est qu'au sein d'une Assemblée représentative qu'elles peuvent être effectivement réglées. L'expérience acquise ailleurs a montré que des tâches aussi délicates et essentielles que la réforme agraire peuvent être entreprises de façon beaucoup plus énergique par le peuple lui-même que par l'Autorité administrante. Le processus même du développement économique peut seulement être mené jusque-là par l'Administration.

Jusqu'au jour où le peuple, par l'entremise de ses représentants élus, sera convaincu du besoin d'un tel développement et participera à la mise au point et à l'exécution, les efforts de l'Autorité administrante ne pourront pas donner leur pleine mesure.

Une fois qu'un parlement a été établi, en conséquence, la nécessité se fait sentir de faire participer ses membres, autant qu'il est possible, à l'oeuvre de développement du territoire. Les membres nouvellement élus doivent se trouver en face des grands problèmes que présente l'avenir du territoire. Par des conférences et des discussions avant l'ouverture du parlement, l'Autorité administrante a déjà donné un début à ce processus. Le Représentant spécial a dit au Conseil qu'une étape nouvelle sera franchie et que des commissions composées de membres de l'Assemblée entreprendraient des voyages à travers le territoire afin d'apprendre à connaître par eux-mêmes la diversité et l'étendue des problèmes qu'ils auront à discuter. En ce moment, un représentant de Bougainville, par exemple, comme l'a déclaré M. Magan, n'est guère au courant des besoins de la vallée du Sepik; de même, un élu des hauts plateaux peut tout ignorer des problèmes de culture auxquels se heurte la population Tolai de la Nouvelle-Bretagne. Si le nouveau parlement doit être aussi efficace que possible, si ses membres doivent prendre conscience de leurs intérêts communs, donc acquérir une conscience nationale, il leur sera nécessaire de connaître les conditions qui prévalent en dehors de leurs propres districts. Un voyage à travers le territoire leur donnera une impression générale du développement, impression qu'avaient seulement jusqu'à ce jour les fonctionnaires de l'Administration.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Une autre étape dans le renforcement des connaissances et de la confiance des membres du parlement pourra être la création, dès que possible, d'un système de commissions parlementaires. En fait, si le parlement doit devenir un organisme aussi efficace que ses pouvoirs le lui permettent, un tel système est essentiel. Ce n'est que par l'intermédiaire des commissions que les membres du parlement pourront vraiment comprendre le travail quotidien de l'Administration et s'attaquer à la tâche. Les commissions sont le meilleur, peut-être le seul stimulant, pour les membres individuels, à acquérir des connaissances spécialisées en matière d'enseignement, d'agriculture, de développement économique, de questions agraires. Une telle spécialisation assurera que les débats au parlement reposeront sur une connaissance approfondie. Ses membres auront ainsi la possibilité d'étudier de très près les lois administratives et de se convaincre de leur utilité. Les désirs et les idées des représentants élus peuvent, d'autre part, être mieux connus de l'Administration grâce à des discussions en commissions. Enfin, et ce n'est pas le point le moins important, un système de commissions peut, en l'absence de partis, fournir une certaine organisation et donner quelque impulsion à la conduite des travaux du parlement.

Mais la participation de plus en plus marquée au gouvernement des représentants élus ne s'arrêtera pas aux tâches législatives. L'Autorité administrante a déjà indiqué qu'elle étendra cette participation à la fonction exécutive. Le Conseil des administrateurs est encouragé et étendu à une majorité de membres élus; la fonction consistant à déterminer les politiques à suivre est élargie et l'administrateur est tenu - c'est une garantie de bonne foi - s'il n'accepte pas l'avis de son Conseil, d'exposer ses raisons devant l'Assemblée afin que celle-ci en discute. En même temps, d'autres membres élus du parlement seront choisis comme sous-secrétaires parlementaires pour travailler en liaison étroite avec les départements ministériels choisis.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Dans leur ensemble, ces dispositions signifient que tout département de l'Administration aura un porte-parole au parlement. Au parlement même, comme le Vice-Président l'a fait remarquer il y a un moment, un embryon d'exécutif est en train de se développer. Les membres des Conseils d'administrateurs et les sous-secrétaires parlementaires assumeront peu à peu, mais inévitablement, les fonctions des porte-parole de l'Administration, expliquant les politiques de celle-ci et les défendant s'il est besoin. Cette étape conduira à une pleine responsabilité ministérielle et à l'établissement d'un exécutif entièrement élu.

Un parlement, bénéficiant de cette façon de la confiance et de l'autorité, pourra prendre part aux décisions auxquelles il faudra bientôt arriver au sujet de ce grand développement. La dernière mission de visite qui s'est rendue en Nouvelle-Guinée a conclu que les obstacles d'ordre économique sur la voie de l'autonomie étaient probablement les plus grands de tous. Si l'autonomie doit signifier l'autarcie, la mission de visite a certainement raison. Le territoire, manifestement, n'est pas viable à l'heure actuelle. La plupart des services et des capitaux d'investissement sont fournis par des subventions de l'Australie. La dépendance économique actuelle du territoire résultant de ces généreuses subventions est de moindre importance que ne l'est la nécessité de l'éliminer ou de la diminuer dans l'avenir. Le territoire a de nombreuses ressources; mais il faudra une planification soigneuse et des efforts considérables pour que, dans un délai aussi court que possible, il devienne viable et que - ce qui va de soi - une élévation substantielle du niveau de vie se produise. Une mission de la Banque mondiale a récemment entrepris une enquête; son rapport pourrait être utilement soumis au Parlement pour une prochaine discussion. On peut espérer qu'il en sortira un plan de développement à long terme et complet, établissant un ordre de priorité et évaluant les besoins du territoire pour un certain nombre d'années.

Il semble probable que le moment est venu où les dépenses relatives au développement ne peuvent plus être déterminées simplement par la somme des décisions individuelles et des demandes d'ordre budgétaire des divers départements. En une période de croissance rapide comme celle qui a commencé en Nouvelle-Guinée, les ressources humaines et autres ne permettront pas que tout se fasse immédiatement. A un certain moment, pour la répartition des ressources, un équilibre devra être établi entre les besoins dans le domaine social et les nécessités du progrès économique. C'est là toujours, et dans tous les pays, une question très difficile à résoudre. En recherchant l'équilibre le meilleur et le plus acceptable, l'administration jugera peut-être bon de faire appel à l'aide du Parlement. Un bon équilibre déterminera le rythme futur du développement.

Dans un pays tel que la Nouvelle-Guinée, l'agriculture, de toute évidence, doit constituer le principal moyen de progrès économique pour quelque temps encore et, par conséquent, c'est dans cette voie que doivent se diriger les investissements gouvernementaux. Au cours des quelques dernières années, l'administration, avec

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

énergie, s'est efforcée de développer les cultures de rapport. Les résultats déjà obtenus - augmentation de la production du cacao, du café, du coprah et du thé par les planteurs néo-guinéens - montrent la sagesse d'une telle décision.

Il est possible que, étant donné le niveau très élevé des services médicaux et autres, une partie plus grande encore du budget du territoire puisse être maintenant consacrée au passage de la simple économie de subsistance à des cultures d'exportation. L'étude de la Banque mondiale suggérera sans aucun doute plusieurs méthodes à cet effet. Certaines apparaissent d'elles-mêmes à la suite de l'étude entreprise par l'Autorité administrante. Les services d'extension (qui constituent déjà un excellent système d'aide pratique en agriculture) pourraient être augmentés. Des capitaux plus importants pourraient être mis à la disposition des planteurs néo-guinéens au moyen d'un système de crédit rural. Des progrès encourageants ont déjà été faits en ce qui concerne la réforme agraire et l'administration pourra envisager d'ouvrir de nouvelles terres et de développer les plantations des Néo-Guinéens. Enfin, il y a dans ce pays si accidenté un besoin toujours présent d'amélioration du réseau routier. Si le développement impressionnant des hauts plateaux doit être porté plus loin, de bonnes routes devront progressivement remplacer les transports aériens.

Cependant, si l'on veut que l'agriculture se développe sur une grande échelle, d'autres mesures sont nécessaires. Il faut réformer la tradition en matière agraire. Les formes traditionnelles de propriétés terriennes sont fondées sur les nécessités de subsistance et ne donnent aucune possibilité de stabilité pour ce qui est des cultures exportables. La tâche consiste à adapter les formes complexes et souvent obscures résultant de la tradition à un système plus moderne encourageant la production de récoltes de rapport. La décision de créer une Commission foncière constitue un pas important vers cet objectif. Mais la tâche est considérable et, bien que la Commission doive s'assurer le consentement et la coopération des propriétaires intéressés, si elle veut la mener à bien rapidement, des décisions difficiles devront être prises. Ici, comme pour bien d'autres questions, le Parlement devra ouvrir la voie. L'expérience acquise ailleurs montre qu'il faut aborder d'une façon plus radicale la question de la réforme agraire et que celle-ci ne peut être entreprise que par les dirigeants néo-guinéens eux-mêmes. La Land Titles Commission peut poser les problèmes et en suggérer les solutions possibles; mais il appartiendra aux représentants élus de faire ce qu'eux seuls peuvent faire : mettre en route cette réforme.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

A côté des investissements pour l'agriculture, la forme la plus productive d'investissements est sans aucun doute celle qui est faite dans le domaine de l'enseignement. Celui-ci a un but plus noble, évidemment, que des résultats d'ordre économique. Mais il est vrai qu'une augmentation rapide de la formation académique et professionnelle est la clef qui ouvrira la voie du progrès de la Nouvelle-Guinée et conduira le peuple néo-guinéen à prendre une plus grande part à l'administration du pays. Ici encore, l'Autorité administrante a reconnu le besoin qui existait et une Commission de l'enseignement tertiaire vient d'établir un rapport sur les meilleurs moyens de développer l'enseignement supérieur et de l'accélérer. Il serait peu sage d'anticiper les conclusions des experts ou de se livrer à des spéculations sur la méthode la plus appropriée par laquelle des institutions déjà existantes, telles que l'Ecole normale, le Collège administratif et le Collège médical peuvent être complétés par la création d'une université (quoi qu'on puisse dire en passant que les avantages de la présence d'une université seraient nombreux et ne se limiteraient pas strictement à l'enseignement). L'essentiel est que l'urgence de ce besoin ait été reconnue. Le développement de l'enseignement supérieur pourrait avoir pour effet de ralentir le progrès actuel. Le but de tous plans doit consister, non seulement à mettre à la disposition de tous ceux qui sont qualifiés un enseignement universitaire et technique, mais aussi d'encourager les étudiants néo-guinéens à s'y préparer en nombre de plus en plus grand.

Au cours des quelques derniers mois, l'Autorité administrante a pris une mesure décisive en s'effaçant de plus en plus afin d'assurer une autonomie toujours plus complète et plus libre pour le territoire. Le processus va cependant s'accélérer. La création du Parlement va rassembler tous les fils des efforts entrepris pour en faire un tissu unique. Au fur et à mesure qu'il acquerra de l'expérience et de l'autorité, le Parlement deviendra le centre même et le point constant de référence dans les travaux de développement. Aujourd'hui, le peuple néo-guinéen dispose d'un instrument qui lui permet d'exprimer son opinion et de faire connaître ses vœux. C'est un instrument qui fera de ces populations diverses aux langues multiples une nation unie telle que la Nouvelle-Guinée n'en a jamais connue. A partir de maintenant, le progrès

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

s'accomplira par les dernières étapes du système de tutelle qui sera remplacé par une association. C'est à la population, par ses représentants élus, qu'il appartient d'en déterminer le rythme et la direction. Mais une responsabilité égale incombe à l'Autorité administrante dont la tâche est de conduire et d'encourager. Par sa décision - en dépit de difficultés matérielles énormes - d'établir un Parlement élu doté de larges pouvoirs, le Gouvernement australien a montré qu'il avait une claire conscience de sa responsabilité.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les voyageurs et les explorateurs européens qui, avec leurs caravelles et leurs frégates, ont pénétré dans les eaux encore inconnues du Pacifique Sud ont dénommé la chaîne d'îles qui comprend l'Irian occidental, le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, les Nouvelles-Hébrides, la Nouvelle-Calédonie et l'Archipel des Fidji, la Mélanésie, c'est-à-dire les îles noires, ou sombres. Ce nom s'expliquait par le fait que ces îles sont d'origine volcanique et que sur le fond de l'océan elles se détachaient comme des plaques sombres. A notre époque, cette appellation est devenue symbolique : la Mélanésie est l'un des derniers coins de la terre où les puissances coloniales, au mépris de l'exigence de l'opinion publique mondiale, des décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies et, en particulier, au mépris de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, s'obstinent à se maintenir dans leurs colonies. Cette obstination des puissances coloniales est explicable pour plusieurs raisons. Elles y voient un intérêt économique et politique, sans négliger pour autant un intérêt de caractère militaire et stratégique. Les deux tiers environ de la Mélanésie se trouvent sous administration australienne et il convient de remarquer que les trois motifs que je viens d'énumérer sont évidents lorsqu'on analyse la politique de l'Australie à l'égard du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

D'année en année, le Conseil de tutelle a étudié les conditions existant au Papua et en Nouvelle-Guinée. D'année en année, les membres du Conseil de tutelle ont entendu les éloges que les représentants de l'Autorité administrante adressent à leur propre politique en ce qui concerne ces deux territoires; d'année en année ils ont écouté aussi les éloges dithyrambiques que leur chantent les autres puissances coloniales. D'année en année, le Conseil s'occupe de tout ce que l'on peut imaginer, mais non de la question principale qui consisterait à donner aux peuples du Papua et de la Nouvelle-Guinée la possibilité d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance dans la liberté, leur droit à décider de leur propre avenir.

M. Chakhov (URSS)

Si l'on passe en revue l'histoire récente on constate que le refus de l'Australie - comme celui d'autres puissances coloniales - de voter, en décembre 1960 pour la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, n'a pas été du tout le fait du hasard. Il ne s'agissait pas d'une erreur que l'Australie aurait voulu corriger dans la pratique, dans ses activités sur place. Les dispositions de cette Déclaration sont tout à fait adaptables au Papua et à la Nouvelle-Guinée, comme on peut s'en convaincre en lisant le paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) ainsi rédigé :

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

De même, le paragraphe 3 de cette même Déclaration prend un sens particulier lorsqu'on l'applique aux territoires australiens. Il dit, en effet, en termes explicites :

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance."

Ce sont précisément ces dispositions que l'Autorité administrante voudrait contourner en ce qui concerne son attitude à l'égard des deux territoires en cause, et mettre en avant toutes sortes d'arguments qui, dit-elle, l'empêchent de transmettre tous les pouvoirs à la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Il est facile de s'apercevoir que cette attitude contredit absolument les dispositions de la Déclaration.

L'étude qui vient d'être faite par le Conseil des conditions qui règnent au Papua et en Nouvelle-Guinée témoigne, une fois de plus, que la politique du Gouvernement australien à l'égard de ses territoires coloniaux est dirigée de façon à retarder par tous les moyens l'octroi de l'indépendance à ces deux pays.

M. Chakhov (URSS)

Essayant de justifier cette politique, les représentants de l'Australie nous ont présenté ici trois arguments qui ont pour but de démontrer au monde que l'Australie serait heureuse de faire avancer plus rapidement ces territoires dans les domaines politique, économique et social mais qu'elle n'est pas en mesure de le faire parce que tous les pouvoirs sont entre les mains de la population locale et que tout progrès dépend de la volonté de celle-ci.

Le premier argument, qui n'est apparu que tout récemment des discours australiens, c'est-à-dire après les élections à ce que l'on appelle "la Chambre d'assemblée", consiste à dire que c'est la Chambre, et non pas les autorités australiennes, qui doit décider de toutes les questions importantes qui touchent le territoire et, en particulier, pour ce qui est de l'avenir du Papua et de la Nouvelle-Guinée, et que c'est de la Chambre d'assemblée et non du Gouvernement Australien que doit venir l'initiative dans ces questions.

L'examen de la situation dans ces territoires montre qu'il n'en va pas du tout ainsi; tous ceux qui connaissent la situation réelle de ces pays peuvent imaginer le degré de progrès politique atteint par la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Il y a un Parlement élu, un système de gouvernement local, une sorte de début de gouvernement mais, en réalité, "le roi est nu", il n'y a qu'une apparence, une forme vide de substance réelle car, ainsi que dans le passé, toute l'autorité, tous les pouvoirs sont entre les mains de l'Autorité administrante.

A la session actuelle du Conseil de tutelle, les représentants de l'Australie ont repris cet argument et nous ont montré qu'il en était bien ainsi. Répondant à des questions posées, ils ont reconnu que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée étaient très limités et que le gouverneur général et le Gouvernement de Canberra, conformément à la loi australienne, avaient maintenu leur contrôle sur les territoires et avaient conservé le droit d'opposer un veto à toute loi adoptée par la Chambre d'assemblée.

M. Chakhov (URSS)

Le Gouvernement australien fait beaucoup de bruit pour rien car il est impossible de cacher au monde que la Chambre d'assemblée n'est au fond qu'une coquille de noix vide. Les membres du Conseil ne peuvent pas ne pas s'apercevoir du fait que si l'on ne donne pas à un organe législatif les pleins pouvoirs, si on ne lui donne pas le droit d'adopter des lois qui règlent la vie dans les territoires, si on ne lui transmet pas les fonctions législatives et exécutives, si on ne lui donne que des pouvoirs limités parce que soumis aux fonctionnaires australiens, alors les changements qui ont eu lieu dans les territoires équivalent à peu de chose.

On trouve une illustration de ce fait dans le journal "Pacific Islands Monthly" qui, dans son numéro de mars 1964, indique que les candidats, dans leurs discours dans le cadre des campagnes électorales, ne pouvaient rien promettre aux électeurs car, de leur propre aveu, le Gouvernement australien continuera de conserver le contrôle de la Chambre et c'est lui qui dirigera la musique.

L'Autorité administrante est obligée de convenir que le pouvoir représente la clé de la question; il permet de juger si des progrès ont été accomplis dans le Territoire, dans le domaine politique, ou s'il n'y a pas eu de progrès en la matière. Celui qui ne veut ni se tromper lui-même, ni tromper les autres, ne saurait manquer d'arriver à la conclusion qu'il n'y a pas eu de tels progrès réalisés dans le Territoire. Si l'on étudie les prérogatives de cette Chambre d'assemblée, il convient de tenir compte du caractère discriminatoire de la composition de la Chambre d'assemblée car, au sein de cette dernière, le député australien qui représente environ 770 personnes, jouira d'une voix égale à celle du représentant autochtone qui représente 53 000 habitants du Territoire.

Il convient aussi de se rappeler les conditions des élections et les plaintes qui ont été formulées à propos du système préférentiel de vote, qui était très compliqué et peu compréhensible pour la majorité des électeurs, et à propos de l'absence, dans beaucoup de cas, du secret du scrutin qui a donné lieu à une pression sur les électeurs.

Il est significatif aussi de voir que les autorités australiennes ont craint de permettre l'entrée au Papua et en Nouvelle-Guinée du correspondant soviétique d'un journal, justement au moment des élections.

Les conseils de gouvernement local et autres organes locaux administratifs, qui n'existent pas partout dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, n'ont pas non plus les pouvoirs nécessaires. Toutes les décisions qu'ils prennent sont soumises à l'approbation des fonctionnaires australiens. Dans ces conditions, lorsque les représentants de l'Autorité administrante nous disent que c'est la Chambre d'assemblée, ou bien les organes correspondants, qui décidera de tout, ils recourent à une supercherie qui ne saurait tromper personne. Il faut regretter aussi que la création d'un parlement représentatif, nanti de toute l'autorité nécessaire, c'est-à-dire la pierre angulaire d'un futur Etat indépendant, reste lettre morte et n'ait pas encore été résolue. Lorsqu'on dispose d'une forme,

il convient de la remplir d'un contenu réel, d'une substance. Il faut donc que la Chambre d'assemblée se voit transmettre le pouvoir de traiter des affaires du Territoire. Ce pouvoir, cette autorité, c'est là le mot magique qui peut ouvrir au Papua et à la Nouvelle-Guinée le chemin, la route de l'existence politique indépendante. L'Autorité administrante doit lui faciliter cette possibilité le plus rapidement possible. Elle doit enfin appliquer les décisions de l'Assemblée générale dans ce domaine.

Le deuxième argument auquel ont recours les représentants de l'Australie, pour justifier le refus d'appliquer au Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée la voie de l'indépendance, en dépit du paragraphe 3 de la Déclaration, c'est l'argument qui consiste à dire que ces territoires vivent encore à l'âge de pierre, qu'ils ne sont pas suffisamment développés du point de vue économique pour se voir accorder une indépendance politique.

Au début du mois de septembre 1963, le Premier Ministre de l'Australie, M. Menzies, lorsqu'il s'est rendu au Papua et en Nouvelle-Guinée, prenant la parole à la radio, à Port Moresby, a déclaré que les Australiens n'avaient pas l'intention de quitter le Territoire dans un avenir prochain, tout au moins pas au cours des deux années qui viennent. Il s'est fondé sur le fait que l'indépendance économique doit précéder l'indépendance politique. Puisque le développement économique du Papua et de la Nouvelle-Guinée se trouve dans un état encore pire que celui du progrès politique, et si l'on tient compte du fait que l'Autorité administrante n'accélère en rien ce progrès, alors le but de cet argument devient évident. Il est un fait que les activités politiques qui se déroulent dans le Territoire n'ont pas en vue les intérêts de la population mais ceux des compagnies australiennes et étrangères aussi qui exploitent les richesses naturelles et les ressources humaines du Territoire.

De nouvelles données renforcent la thèse avancée par la délégation soviétique dans le passé qui consiste à dire que l'Autorité administrante ne fait rien qui puisse changer ses relations avec le Territoire, c'est-à-dire qui puisse modifier son attitude tendant à considérer ce dernier comme une source de matières premières, de main-d'oeuvre et comme un marché pour l'écoulement des marchandises australiennes.

M. Chakhov (URSS)

La Nouvelle-Guinée et le Papua sont toujours une dépendance agraire et de matières premières de la métropole, et les autorités coloniales ne veulent pas créer d'économie diversifiée dans le Territoire. Au contraire, elles accentuent le caractère déséquilibré, unilatéral de l'économie du Territoire. Mais ceci, nous ne l'avons pas inventé. Des sources australiennes le confirment.

C'est ainsi que dans un article publié par le journal "Australian Outlook" du mois de décembre 1963, numéro 3, tome 17, un fonctionnaire du Centre d'enquête de l'Océan pacifique de l'Université nationale australienne, M. Shand, montre que l'un des obstacles du développement économique du Territoire est constitué par "le problème de ses relations commerciales avec l'Australie".

M. Chakhov (URSS)

L'auteur développe sa pensée dans les termes suivants :

"Ce problème a été soulevé tant en ce qui concerne les importations du Papua et de la Nouvelle-Guinée qu'en ce qui concerne les exportations vers l'Australie. Les difficultés d'ordre préférentiel n'ont pas permis à certaines firmes de créer de nouvelles branches industrielles dans le territoire. C'est pourquoi certaines industries, comme les brasseries, ont été obligées de lutter âprement - et jusqu'à ce jour elles luttent encore - pour conserver leur position. Cette concurrence est due à la double situation du Gouvernement australien en ce qui concerne les exportations australiennes : d'un côté, le gouvernement a l'obligation de développer l'économie du Papua et de la Nouvelle-Guinée; d'un autre côté, il développe de façon agressive ses propres exportations grâce, par exemple, au plan de développement des exportations. En fait, ce plan constitue une protection, une subvention à l'exportation.

"Il n'existe pas non plus de politique nettement formulée en ce qui concerne les exportations du territoire vers l'Australie. Si l'Australie elle-même ne produit pas une certaine denrée comme, par exemple, le café et le cacao, les conditions d'importation vers l'Australie sont très favorables. Mais dans le cas où une concurrence existe, des conflits assez importants éclatent et, dans ce cas, les conditions d'exportation ne sont plus aussi favorables au Papua et à la Nouvelle-Guinée."

Dans l'ensemble, l'enquête de M. Shand ne laisse pas pierre sur pierre de l'édifice de l'économie florissante qui a été dépeinte au Conseil de tutelle par les représentants de l'Autorité administrante.

L'auteur de l'article fait remarquer, en particulier, que, au cours des dernières années, le rythme du développement économique s'est nettement ralenti; or, on nous dit ici que le progrès est très rapide. Dans l'ensemble, M. Shand parvient à la conclusion que les données dont on dispose démontrent l'existence d'une "interruption sérieuse dans le développement économique". Il fait remarquer avec justesse que le café, à lui seul, n'est pas une base saine pour le développement d'une économie et il préconise la création d'une économie diversifiée dans le territoire.

M. Chakhov (URSS)

Il faut constater aussi que de nombreux habitants du territoire - parmi lesquels se trouvent des Australiens - sont convaincus de la nécessité de créer dans le territoire une économie diversifiée et de diversifier également l'industrie. Plusieurs candidats ont, au cours des campagnes électorales, adopté cette thèse. C'est ainsi que, d'après le journal Pacific Island Monthly de mars 1964, l'un des candidats à la Chambre d'assemblée dans l'île de New Britain, M. Morris, a déclaré :

"Il est nécessaire d'atténuer le déséquilibre qui existe actuellement entre les exportations et les importations du pays en développant, à l'intérieur du territoire, la production de marchandises qui doivent actuellement être importées de l'étranger."

Un autre candidat, M. Levy, s'est prononcé en faveur du développement d'une économie diversifiée.

"L'économie du territoire... - a-t-il déclaré - ... dépend dans une très grande mesure de l'agriculture. Est-il besoin de prouver qu'il existe dans le territoire toutes les conditions nécessaires pour développer une agriculture diversifiée ainsi qu'une industrie de transformation? Le climat permet de produire toutes sortes de cultures tropicales comme le sucre, le sisal, et autres cultures commerciales, le tabac, la noix de coco, le quinquina, les épices etc. S'il n'y avait pas l'exploitation coloniale, des perspectives très vastes s'ouvriraient pour l'élevage, les mines, et les pêcheries. On a trouvé en Nouvelle-Guinée des gaz combustibles et du pétrole mais leur exploitation ultérieure dépendrait des groupes Rockefeller, Standard Oil du New Jersey, Saony Oil et British Petroleum Co. qui ne sont pas intéressés à voir se développer le marché mondial du pétrole. Il en va de même pour le caoutchouc : la compagnie anglaise Dunlop et la compagnie américaine Goodyear ne veulent pas que la Nouvelle-Guinée devienne une nouvelle Malaisie, ce qui, il va sans dire, diminuerait leurs revenus.

"On pourrait citer de nombreux cas de ce genre dans le domaine des scieries, des pêcheries, des minerais, dont il existe beaucoup de gisements commerciaux tels que le soufre, le nickel, les minerais de fer, les phosphates, le platine et beaucoup d'autres."

M. Chakhov (URSS)

Si l'on examine l'économie du Papua et de la Nouvelle-Guinée, dans leur ensemble, on voit clairement le rôle dominant joué dans l'économie par le capital privé australien auquel s'associent de plus en plus des monopoles dépendant de filiales américaines.

Il suffit d'un regard sur l'histoire de l'enrichissement de quelques compagnies australiennes qui ont commencé à piller les îles de Mélanésie dès le siècle précédent, pour se convaincre de la fausseté de la musique que l'on nous chante ici, au Conseil de tutelle, chaque fois que l'on examine la question du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

Au premier rang de ceux qui exploitent la Mélanésie - y compris la Nouvelle-Guinée - il faut citer la compagnie Burns Phillips qui fait partie d'un groupe de monopoles de Sydney à la tête desquels se trouvent la Banque de la Nouvelle Galles du Sud, la Colonial Sugar Refinery Co., et la compagnie John Fairfax and Son Limited.

Il convient de signaler que le Premier Ministre d'Australie, M. Menzies, possède un stock important des actions de la Burns Phillips Co. En 1963, l'Australian Financial Review a écrit, au sujet des activités de la Burns Phillips Company, au Papua et en Nouvelle-Guinée, l'article suivant :

"La compagnie Burns Phillips est liée étroitement au développement de la Nouvelle-Guinée et du Papua ainsi qu'à celui d'autres territoires du Pacifique Sud. C'est un euphémisme de dire que les intérêts de cette compagnie sont vastes. A vrai dire, il ne s'agit pas d'une firme commerciale, mais plutôt d'un véritable empire."

En fait, l'empire Burns Phillips comprend cinq grandes compagnies; ses plantations produisent du coprah, du café, du cacao, du caoutchouc en Nouvelle-Guinée, dans l'archipel des Solomon et aux Nouvelles-Hébrides. Il dispose d'une véritable flotte de navires, d'une chaîne d'hôtels, de magasins et de dépôts dans toute la Nouvelle-Guinée. La Burns Phillips Co. possède en Mélanésie des minoteries, des blanchisseries, des salles de cinéma et des compagnies d'assurances. Elle contrôle tout le commerce de la Nouvelle-Guinée avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande; elle contrôle également les transports maritimes de ces pays et leurs échanges avec les îles du Pacifique. En ce qui

M. Chakhov (URSS)

concerne le rôle de la Burns Phillips Company dans le développement de la Nouvelle-Guinée et du Papua - et on a pu dire récemment que le mot "développement" aurait dû être remplacé par le mot "exploitation" - les partenaires de la Burns Phillips Co. au Papua et en Nouvelle-Guinée sont les firmes suivantes : la firme W.R. Carpenter, dont le chiffre d'affaires, depuis quelques années, s'est multiplié par sept, et représente maintenant 2,5 millions de livres, la Stermings Capital Trade Co., la Morobe Co. et un certain nombre d'autres sociétés.

M. Chakhov (URSS)

Il faut noter que ces compagnies reçoivent chaque année environ une moyenne de 20 p. 100 de la somme totale de leurs investissements. Bien que la compagnie Carpenter soit l'un des adversaires principaux de la Burns-Phillips elle possède de nombreuses actions de la Burns-Phillips et celle-ci, de son côté, est un actionnaire important de la Carpenter. La famille Carpenter possède des usines de transformation de coprah en Nouvelle-Guinée et aux Fidji et la Burns-Phillips possède tout un réseau d'hôtels, d'usines, de services de fret et de transport maritime en particulier en Nouvelle-Guinée, aux îles Salomon et aux Fidji.

La banque industrielle la plus importante, la Banque de la Nouvelle-Galles du Sud qui s'occupe avant tout de la vente des laines, du sucre, d'alcools, finance des agences commerciales, des compagnies d'assurance et des firmes du Pacifique-Sud. Elle règne également en Mélanésie et particulièrement en Nouvelle-Guinée et aux Fidji. Par l'intermédiaire de sa filiale, la Guaranty Corporation, la Banque de Nouvelle-Galles du Sud a imposé aux populations mélanésiennes encore peu expérimentées en matière de finances modernes, le système de commerce à crédit.

En octobre 1960, le Premier Ministre d'Australie, M. Menzies, à l'Assemblée générale, s'est efforcé de réfuter l'accusation d'exploitation coloniale que l'on adresse à l'Australie. Il a déclaré : "Nous avons investi en Papua et en Nouvelle-Guinée plus de millions que nous n'en avons retirés."

Pourtant, lorsqu'il est question des dividendes que retirent les compagnies australiennes de l'exploitation de Papua et de Nouvelle-Guinée, les représentants australiens nous disent modestement qu'ils ne disposent pas de ces chiffres bien que l'évidence, le bon sens, nous prouvent bien que cela ne correspond pas du tout à la réalité. On est forcé d'en conclure que les autorités australiennes désirent minimiser les chiffres afin de ne pas permettre à l'opinion publique mondiale et aux Nations Unies de voir quelle est la situation réelle. Elles veulent ainsi se réserver la possibilité de faire à nouveau des déclarations du genre de celle que je viens de citer de la part du Premier Ministre de l'Australie.

M. Chakhov (URSS)

On nous a dit au Conseil de tutelle que les crédits budgétaires de l'exercice financier 1963-1964 affectés au Papua et à la Nouvelle-Guinée avaient été augmentés de 25 millions de livres. Par ailleurs, on s'efforce de nous cacher le fait, cependant publié par la presse, que cette somme est dix fois inférieure à celle qui serait nécessaire pour garantir le développement du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

En conclusion de tout ce que je viens de dire, il faut avouer que l'argument invoqué par les autorités australiennes qui cherchent à justifier leur politique qui est de retarder le progrès du Papua et de la Nouvelle-Guinée vers l'autodétermination et l'indépendance, ne soutient pas l'examen car les autorités coloniales australiennes s'efforcent de retarder le développement de l'économie du Papua et de la Nouvelle-Guinée, de prolonger la domination des compagnies australiennes et de maintenir le territoire en tant que source de matières premières, de main-d'oeuvre à bon marché et de marchés pour l'écoulement des produits australiens.

En concluant ce chapitre sur la situation économique du Papua et de la Nouvelle-Guinée, la délégation soviétique ne peut négliger de parler des tendances de la politique australienne en ce qui concerne l'agriculture dans le Territoire sous tutelle. La délégation soviétique estime que l'introduction au Papua et en Nouvelle-Guinée, du système de la propriété individuelle des terres n'est autre chose qu'une pression exercée pour forcer le Papua et la Nouvelle-Guinée à adopter les méthodes australiennes d'économie capitaliste, alors qu'il serait possible de créer une économie collective, des coopératives, et de conserver ainsi ce qu'il y a de bon dans l'organisation de la société traditionnelle. La propriété collective, si elle était développée de façon appropriée, pourrait devenir une base solide pour l'économie du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

Voilà 50 ans que l'Australie règne sur le Papua et la Nouvelle-Guinée et le peuple du Territoire vit toujours dans la pauvreté et la misère. Le sort du Néo-Guinéen et du Papouan est l'ignorance et le travail ardu pour le bénéfice de leurs dominateurs. On leur ferme la porte vers l'éducation et le progrès, Les réformes insignifiantes auxquelles a procédé l'Administration et les réformes

M. Chakhov (URSS)

faites dans le domaine de l'enseignement ne peuvent faire oublier des faits qui sont un reproche vivant pour les Australiens. Voici ces faits.

Quatre-vingt cinq pour cent de la population ne savent pas lire ni écrire; les deux tiers des enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas les écoles; jusqu'à présent, pas un seul habitant du territoire n'a reçu un diplôme d'études supérieures; l'Autorité administrante se réserve toujours le droit de décider si les habitants du Territoire pourront utiliser les bourses qui leur sont offertes par les autres pays, au nombre desquelles se trouvent des bourses offertes dans le cadre des Nations Unies; malgré les recommandations des Nations Unies, il n'y a pas encore d'université dans le Territoire; tous les postes importants de l'Administration sont occupés par des Australiens. Dans le domaine des salaires, en dépit des affirmations des représentants de l'Autorité administrante, la discrimination règne. Sur 56 000 travailleurs, il y en a seulement que 6 000 environ qui sont syndiqués. Dans le Territoire il n'existe pas de législation qui régie les relations entre travailleurs et employeurs, il n'y a pas de système d'assurances sociales, les salaires des ouvriers et des employés de bureau néo-guinéens sont plusieurs fois inférieurs aux salaires des employés et ouvriers australiens. La discrimination raciale existe encore. L'un des associés de l'Administrateur du Territoire, M. Gunther, a déclaré par exemple, en présentant le projet de loi sur les pratiques discriminatoires au Conseil législatif du Papua et de la Nouvelle-Guinée :

"La principale raison qui a poussé l'Autorité administrante à présenter ce projet de loi est que malheureusement il y a encore des actes de discrimination et de ségrégation dans le Territoire."

Ceci est rapporté dans le Christian Science Monitor.

En parlant de la situation du Papua et de la Nouvelle-Guinée, on ne saurait passer sous silence la question des relations de ce Territoire avec les territoires et Etats voisins. On ne peut négliger le problème grave que constitue le fait que le Papua et la Nouvelle-Guinée sont, en fait, entraînés dans l'orbite du bloc militaire de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. La délégation soviétique

M. Chakhov (URSS)

continue à estimer que l'Australie n'est fondée ni du point de vue juridique ni d'aucun autre point de vue à faire entrer le Territoire sous tutelle dans ce bloc dont les buts et les intérêts ne coïncident pas avec ceux des habitants du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Ces populations ne désirent que vivre en paix, dans l'amitié avec leurs voisins.

M. Chakhov (URSS)

Bien que les habitants autochtones n'aient absolument aucun désir de participer aux plans militaires de l'Australie et du bloc Australie-Nouvelle-Zélande, l'Autorité administrante a entamé la mise en oeuvre d'un vaste programme de préparatifs militaires dans cette région. C'est ainsi que, d'après le journal South Pacific Post, les Australiens ont, depuis le mois d'avril 1963, procédé à la construction d'environ dix terrains d'atterrissage pour avions de transport DC-3 et Hercules dans de nombreuses régions stratégiques du territoire, en particulier le long de la frontière avec l'Irian occidental. Ces constructions sont faites en liaison avec le système de bases aériennes qui existe sur le continent australien. En outre, le Gouvernement australien a transformé l'île de Manus en une base militaire mise à la disposition des Etats-Unis. A l'heure actuelle, les Américains exécutent des photographies aériennes au-dessus du Papua et de la Nouvelle-Guinée sous prétexte de faciliter la démarcation de la frontière avec l'Irian occidental.

Les faits que je viens de citer devraient provoquer l'inquiétude du Conseil de tutelle et des Nations Unies. Le Conseil de tutelle ne doit pas faire des louanges en ce qui concerne les mesures prises par l'Autorité administrante dans ce territoire sous tutelle, comme le représentant des Etats-Unis l'a fait ici. Le Conseil doit exiger que le Gouvernement de l'Australie prenne rapidement des mesures afin de mettre à exécution les clauses de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée et qu'il prenne des mesures concrètes assurant le transfert des pleins pouvoirs aux représentants élus de la population autochtone de ces pays. C'est seulement ainsi, comme l'a démontré l'expérience de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine pour les pays qui ont conquis leur liberté et leur indépendance, que la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée verra s'ouvrir devant elle des perspectives favorables de développement rapide dans tous les domaines, ce qui lui permettra de rattraper son retard séculaire et d'avancer dans la voie du progrès.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je désirerais exercer mon droit de réponse aux observations du représentant de l'Union soviétique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La pratique du Conseil est d'accorder le droit de réponse lorsque toutes les déclarations générales sont terminées. Si j'autorisais maintenant le représentant de l'Australie à exercer son droit de réponse, je devrais également accorder ce droit à tous les autres orateurs qui le demanderaient au cours du débat.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Dans ce cas, je ferai usage de mon droit de réponse lorsque les déclarations générales seront terminées.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le rapport si complet et si instructif de l'Autorité administrante, les déclarations impressionnantes du représentant de l'Australie et du représentant spécial pour la Nouvelle-Guinée ainsi que leurs réponses aux questions posées par les membres du Conseil de tutelle ont touché, de l'avis de ma délégation, le problème tout entier d'une manière très adéquate et je n'aurai que peu à ajouter aux déclarations générales faites l'autre jour par le représentant des Etats-Unis et aujourd'hui par les représentants de la France et de la Nouvelle-Zélande, déclarations auxquelles ma délégation donne son accord d'une manière générale.

Pour ce qui est de l'intervention du représentant de l'Union soviétique que nous venons d'entendre, je voudrais pour le moment me borner à dire que les allusions qu'il a faites aux droits politiques et aux droits de l'homme des peuples encore dépendants ont sonné à mes oreilles d'une manière très bizarre. Certes, le représentant de l'Union soviétique a le droit d'exprimer ses opinions. Mais il m'avait semblé que la contribution la plus appropriée qu'il aurait pu apporter dans une discussion sur les territoires dépendants de l'océan Pacifique eût été un silence discret, tel que le silence que son gouvernement observe à propos de ses propres colonies.

M. King (Royaume-Uni)

Si j'interviens dans ce débat, c'est surtout parce que je viens d'avoir l'occasion de traverser le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée au cours d'un voyage que j'ai fait il y a deux mois dans le Sud du Pacifique. Ma visite a dû être très courte; pourtant, elle a été suffisamment longue pour pouvoir me laisser des impressions très nettes dont je désire faire part très brièvement à ce Conseil.

Pour le voyageur, l'impression sensationnelle qui se dégage en premier lieu est celle de difficultés extraordinaires au point de vue des communications. Lorsque mon avion, après avoir quitté l'Australie, arrivait au-dessus du territoire, j'ai eu conscience de ces difficultés avant même notre atterrissage à Port Moresby. Tout d'abord, nous avons aperçu une côte très découpée, bordée de marécages; immédiatement à l'arrière, et semblant parfois sortir de la mer, nous avons aperçu les pentes rapides et boisées de montagnes dont les sommets disparaissaient dans les nuages; parfois, à travers les déchirures dans ces nuages, et parfois s'élevant au-dessus d'eux, nous pouvions voir d'autres montagnes plus lointaines et encore plus hautes.

Pour traverser le territoire depuis Port Moresby, sur la côte méridionale, jusqu'à Iae, sur la côte septentrionale, le voyage nous paraissait, même de l'avion, assez dangereux. A un certain moment, notre avion survolait le terrain à quelques centaines de pieds au-dessus; mais, quelques instants après, nos yeux voyaient le fond d'un abîme de plusieurs milliers de pieds. Certes, du point de vue physique le pays est difficile et je n'ai pas été surpris d'entendre dire que de vastes régions de ce territoire étaient encore inexplorées.

Ensuite, le pays est entouré de nombreuses petites îles, dont certaines sont à une distance de plusieurs centaines de milles de l'île principale; si nous ne retrouvons pas dans ces îles l'aspect terrifiant des montagnes et des vallées de l'île principale, elles ont des côtes extrêmement difficiles et sont couvertes d'une jungle qui, elle aussi, présente ses difficultés. Quant à l'île de la Nouvelle-Bretagne, son port principal, Rabaul, vit sous la menace constante d'un volcan toujours actif, qui a déjà montré à la population ce qu'il est capable de faire.

M. King (Royaume-Uni)

Mais j'ai eu aussi l'impression que l'Autorité administrante avait déployé un effort vraiment gigantesque et qu'elle continue à ouvrir le pays à la civilisation, à lui fournir l'infrastructure économique, sociale et politique ainsi que les institutions sans lesquelles le Papua et la Nouvelle-Guinée ne pourraient espérer devenir une nation.

Je ne propose pas d'entrer dans les détails de ce que j'ai vu et entendu. Le Conseil a écouté le compte rendu impressionnant donné par le représentant de l'Australie et il aura sans doute étudié le rapport également impressionnant fourni par l'Autorité administrante au Conseil de tutelle.

Ce que je voudrais souligner ici est que, partout où j'ai passé, j'ai eu le sentiment que les choses évoluaient; partout, j'ai entendu parler d'hôpitaux nouveaux, d'écoles nouvelles, de routes supplémentaires, de ports mieux aménagés, de projets pour l'augmentation de la fourniture d'électricité et d'eau et pour l'augmentation dans la variété et la qualité de la production agricole, de l'élevage du bétail, des porcs et de la volaille.

M. King (Royaume-Uni)

A la base de toute cette activité, on sentait un but, un effort concerté pour atteindre les objectifs fixés. Non seulement on savait ce qu'il fallait faire, mais on avait un plan. On avait établi ou l'on établissait des priorités. Il m'apparut évident aussi qu'il ne s'agissait pas d'une opération de planificateurs et de bureaucrates, imposée d'en-haut à une population passive.

Aussi bien que dans le domaine économique et social, on déployait de grands efforts dans le domaine politique. Je veux parler, bien entendu, des récentes élections à la nouvelle Assemblée qui venaient d'avoir lieu lorsque j'ai traversé le territoire, bien que les résultats n'en aient pas encore été connus. J'ai pris soin de demander à tous les gens que je rencontrais, Australiens et Néo-Guinéens, ce qu'ils pensaient de ces élections et si à leur avis elles avaient soulevé l'intérêt de la population. La réponse était toujours la même. La population du territoire, hommes et femmes, s'était beaucoup intéressée aux élections, considérées comme un événement marquant dans l'histoire du pays, une étape significative dans son progrès vers la maturité politique et la conscience nationale. Il était évident qu'une immense somme de travail et de réflexion avait été consacrée à la préparation et à la tenue de ces élections si importantes.

Je voudrais enfin parler un peu des fonctionnaires responsables de l'administration du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Bien que mon passage dans le territoire ait été trop bref et qu'il ait coïncidé avec les vacances de Pâques, j'ai pu en voir beaucoup, à tous les échelons, du plus haut jusqu'au plus bas. Il s'agissait, bien entendu, de fonctionnaires du Gouvernement australien, mais je me suis rendu compte, en leur parlant, qu'ils étaient beaucoup plus que cela : ils se considéraient également comme les serviteurs de la population du territoire. Je ne crois pas que ç'ait été là une attitude particulièrement consciente. C'était plutôt un état d'esprit, qui semblait être la base de tout ce qu'ils disaient, et qui s'exprimait dans la façon dont ils parlaient de leur travail et de leurs difficultés. Je n'ai donc nullement été surpris lorsque des Néo-Guinéens m'ont dit - et c'est arrivé souvent - qu'ils avaient le plus grand respect pour les fonctionnaires australiens qui travaillaient pour eux et au milieu d'eux, et qu'ils avaient en eux la plus grande confiance. Ces hommes méritaient cette confiance et cette affection.

M. King (Royaume-Uni)

Ceci m'amène à un autre point plus important encore : en plusieurs occasions les Néo-Guinéens que j'ai vus m'ont dit très clairement qu'ils considéraient l'Australie comme leur meilleure amie et le plus sûr protecteur des habitants de la Nouvelle-Guinée, et leur meilleur espoir d'un progrès pacifique et ordonné dans la voie de l'autodétermination. En fait, ils ont exprimé le vœu fervent que l'Australie ne quitte pas la Nouvelle-Guinée prématurément avant d'avoir terminé sa tâche. Ces déclarations étaient d'autant plus frappantes qu'elles étaient manifestement spontanées et sincères. Plusieurs émanaient d'hommes qui auraient pu représenter les habitants de leur district. A mon avis, ce climat de confiance en l'Autorité administrante est l'un des aspects les plus encourageants de la situation en Nouvelle-Guinée.

C'est tout ce que je voulais dire à propos du Territoire que nous discutons. Je répète que tout va de l'avant, dans la bonne direction, laissant présager que la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée sera à même de décider de son propre avenir et du genre de gouvernement qu'elle désire. Je suis sûr que le représentant de l'Australie ne souhaite pas m'entendre dire que ce jour est proche ou que le progrès du Territoire dans la voie de l'autodétermination sera facile. Je ne crois pas qu'il sera facile, ni pour l'Autorité administrante ni pour la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Mais j'ai quitté le Territoire avec l'impression très nette que sa population était bien servie par l'Autorité administrante et par ses fonctionnaires et qu'elle pouvait envisager l'avenir avec confiance.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais avant tout remercier le Représentant spécial de nous avoir fourni la liste des électors que je lui avait demandée lors d'une précédente séance. Cette liste est très utile. Nous devrions être reconnaissants au Représentant spécial de vouloir bien nous éclairer sur la façon dont les électors, ouverts et spéciaux, ont été établis, lorsqu'il fera sa déclaration finale après notre débat sur la Nouvelle-Guinée.

Je remercie aussi le Représentant spécial d'avoir répondu à ma question sur les électeurs dans certains électors ouverts. Il est intéressant de savoir que

M. Kiang (Chine)

les électors de Minj et Bougainville ont le plus grand nombre d'électeurs, soit 30 887 pour Minj, dans les hautes terres de l'ouest, sur une population de 288 000 habitants, et Bougainville, avec une population de 62 000 habitants, occupant la septième place sur les neuf districts de la Nouvelle-Guinée en ce qui concerne la population.

Je souhaite la bienvenue à M. Toogood, Représentant spécial, qui est venu à New York aider le Conseil dans son examen de la situation en Nouvelle-Guinée. Sa déclaration d'ouverture, ainsi que les réponses qu'il a faites aux diverses questions qui lui étaient posées par les membres du Conseil, nous ont grandement impressionnées. Nous avons été frappés aussi par sa profonde connaissance du Territoire où il a vécu pendant de nombreuses années. Nous nous sommes réjouis également d'avoir parmi nous M. Magan et M. Boga.

Parmi les progrès accomplis en Nouvelle-Guinée et dont le Représentant spécial a fait état au Conseil, la création d'un parlement central du Papua et de la Nouvelle-Guinée, que l'Autorité administrante préfère appeler "Assemblée", constitue, sans aucun doute, un grand pas en avant dans le développement politique du pays. Nous félicitons donc l'Autorité administrante et la population elle-même d'un tel résultat. Il a permis de mettre en marche tout le processus du développement du Territoire vers le but final de l'autonomie et de l'indépendance.

Le représentant de l'Australie nous a rappelé l'autre jour les obligations internationales incombant à son gouvernement aux termes de la Charte. Nous pensons, en complet accord avec l'Autorité administrante, que l'Australie doit sauvegarder la liberté de choix de la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée en ce qui concerne son avenir. Il est tout aussi important que les habitants soient préparés à exercer le droit à la liberté et à faire leur choix. Ce n'est que lorsque la population pourra exprimer entièrement et valablement ses idées et ses opinions sur ses propres intérêts que la liberté de choix aura une signification quelconque.

C'est pour cette raison que le Conseil de tutelle devrait une fois de plus faire porter son attention sur la question de la création d'un parlement central pour les habitants du Papua et de la Nouvelle-Guinée. La première élection à l'Assemblée conformément au suffrage universel des adultes et d'après des listes électorales communes qu'il a fallu près de sept mois pour élaborer, a duré à peu

M. Kiang (Chine)

près un mois. Quiconque a entendu M. Toogood parler des difficultés topographiques décourageantes du Territoire sous tutelle, ne peut manquer d'être frappé par les efforts inlassables de l'administration pour mettre en marche efficacement le mécanisme moderne des élections. L'Autorité administrante mérite les félicitations du Conseil pour ce que le Représentant spécial a qualifié de "déroulement ordonné et sans heurt des élections". Pour ma part, je puis fort bien imaginer quelle tâche colossale ont entreprise ces officiers de patrouille durs à la tâche; en effet, presque tous les fonctionnaires de l'administration, au siège et sur place, ainsi que tous les moyens concevables de transport, avaient été mis à contribution pour ces élections sans précédent.

M. Kiang (Chine)

L'opinion générale a prévalu dans ce Conseil que l'inauguration d'un parlement central accélérerait le développement dans le territoire d'un sentiment national, d'un sens de l'unité politique. Cet élément est bien entendu devenu plus important encore en raison des développements survenus le long de la frontière commune du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Sans unité politique et sans identité nationale, les populations du territoire ne se jugeraient pas en sécurité. En l'absence d'un tel sentiment de sécurité, les populations ne pourraient concentrer leur volonté et leur énergie sur la tâche qui consiste à édifier leur nation en toute tranquillité.

Ce sentiment national, cette unité politique, ne pourront se développer dans les conditions les meilleures que si les populations peuvent manifester leur désir par l'entremise de représentants qu'elles auront librement choisis. Il n'est pas douteux que leurs intérêts seront servis pour le mieux par des représentants élus à un parlement central par chaque circonscription électorale. Pour répondre aux conditions spéciales prévalant en Nouvelle-Guinée, il est essentiel qu'une telle représentation soit assurée. En d'autres termes, la réalité politique d'un parlement réellement représentatif ne peut être assurée que si chaque circonscription de la Nouvelle-Guinée est en mesure d'élire son propre représentant au parlement. Nous espérons donc qu'avant que prenne fin le mandat actuel des membres du parlement, l'Autorité administrante étudiera attentivement la structure actuelle de la législature centrale du territoire et introduira les modifications constitutionnelles qui permettront à l'Assemblée de devenir vraiment une entité vivante représentant parfaitement la population.

Ma délégation n'entend nullement être doctrinaire en ce qui concerne la composition du parlement, mais nous estimons qu'il est grandement désirable d'élargir la représentation autochtone afin que chaque circonscription de la Nouvelle-Guinée, y compris chaque sous-district, puisse élire son propre représentant au parlement central. La population actuelle de la Nouvelle-Guinée étant d'environ 1 500 000 habitants, les circonscriptions devraient grosso modo être établies sur la base de 20 000 habitants, ainsi que l'a suggéré la Mission de visite de 1962 et, dans ces conditions, 75 Néo-Guinéens devraient être élus au parlement.

M. Kiang (Chine)

La question de savoir si, dans un parlement véritablement représentatif, des sièges doivent être spécialement attribués à des membres fonctionnaires est de celles que l'Autorité administrante devrait examiner attentivement au moment où elle envisagera d'introduire des modifications constitutionnelles durables, lors de la prochaine élection au parlement. Ma délégation comprend parfaitement qu'au stade initial d'un parlement central, il est nécessaire de demander à un certain nombre de fonctionnaires de participer à la préparation et à la présentation de projets de loi et du budget annuel. Cependant, je pense qu'il ne serait pas trop difficile de trouver une telle assistance parmi des autochtones qualifiés ayant reçu une formation dans le domaine juridique et financier. Lorsque sera venu le moment de préparer la prochaine élection, les membres fonctionnaires du parlement auraient déjà accompli leur mission pendant la période transitoire d'ajustement d'un parlement nouvellement établi.

Lors des dernières élections, six Australiens ont été élus au suffrage universel des adultes. Ils ont certainement joui du respect et de l'estime des autochtones. C'est là une expérience digne d'intérêt. A la lumière de cette expérience, nous nous sommes demandé s'il existait vraiment une raison pour maintenir au parlement les membres spéciaux. Si l'on admet qu'il est souhaitable de conserver ce corps électoral particulier lors des prochaines élections, on pourra se demander si les non-autochtones pour lesquels ce corps électoral réservé a été constitué doivent continuer à participer aux élections ouvertes.

Je passe maintenant au Conseil de l'Administrateur. Je dois dire que la réforme envisagée du Conseil de l'Administrateur partait d'une idée ingénieuse qui consistait à nommer des sous-secrétaires parlementaires parmi les membres autochtones nouvellement élus, afin de les préparer aux postes de chefs de départements administratifs. Ce système, selon son auteur, assurerait qu'au moment de l'autonomie, il y aurait des membres du parlement qui auraient appris beaucoup plus que l'art de discuter et auraient acquis une certaine expérience dans le domaine de l'exécutif. Sur ce point, permettez-moi de dire que cette idée de sous-secrétaires parlementaires pourrait donner matière à réflexion en Micronésie, lorsque le Congrès de la Micronésie aura été créé. En ce qui concerne le Conseil de l'Administrateur lui-même, le seul point dont nous nous préoccupons est que nous ne savons pas encore si l'un quelconque des sept membres élus du parlement pour faire partie de ce Conseil réformé sera un autochtone.

M. Kiang (Chine)

Nous espérons néanmoins que la désignation de sous-secrétaires parlementaires et la nouvelle structure du Conseil de l'Administrateur ouvriront bientôt la voie à l'introduction d'un gouvernement ministériel tel qu'il a été envisagé par l'ancien ministre des territoires.

Au cours des dernières années, l'Autorité administrante a permis que des progrès fussent accomplis dans les travaux des Conseils de gouvernements locaux. Nous sommes heureux d'apprendre aujourd'hui que ces Conseils, au nombre de cinquante-quatre, englobent la moitié de la population et qu'ils reçoivent une assistance financière leur permettant de construire des écoles, des logements d'instituteurs, etc., mais nous ne sommes pas certains que cette aide, accordée sur la base d'apports égaux, soit réaliste, puisque ces Conseils ne disposent pas par eux-mêmes de fonds suffisants. Tant que ces Conseils ne recevront pas de l'Administration des subventions suffisantes et des pouvoirs réels, ils ne pourront guère étendre leurs activités ni entreprendre les tâches dont les pouvoirs locaux assument normalement ailleurs la responsabilité. Parallèlement au développement d'un parlement central représentatif, le système des conseils municipaux représentatifs doit être établi sans délai. Il y a, en Nouvelle-Guinée, de nombreuses villes qui ont progressé si rapidement que leurs habitants sont dans l'incapacité totale de jouer un rôle actif dans les conseils municipaux élus. Nous espérons que l'Autorité administrante encouragera par tous les moyens une évolution aussi significative.

Pour faire face à ce que le Représentant spécial a appelé la capacité croissante de la population à prendre part à l'administration du territoire, l'Autorité administrante a promulgué une nouvelle ordonnance sur la fonction publique prévoyant un corps de fonctionnaires composé à la fois d'autochtones et de non autochtones; elle a de plus créé un collège administratif et mis fin à la pratique consistant à nommer des fonctionnaires nouvellement expatriés à des emplois permanents. Toutes ces initiatives sont excellentes. Pour unifier la fonction administrative en permettant aux Néo-Guinéens de gravir progressivement les échelons de la carrière et d'accéder à des postes de direction, l'esprit de coopération et de loyauté sera obtenu si on permet aux Néo-Guinéens de participer pleinement à l'ensemble du mécanisme de la fonction publique.

M. Kiang (Chine)

Il est également important que les Néo-Guinéens qualifiés jouent leur rôle dans la direction des programmes de formation. Il va sans dire que, pour préparer les Néo-Guinéens à prendre en mains tout le mécanisme gouvernemental, en tant que "gouvernement du peuple de Papua et de la Nouvelle-Guinée", l'Autorité administrante devra établir le programme le plus important de tous, c'est-à-dire un programme d'enseignement doublé d'une formation systématique et délibérée des Néo-Guinéens pour leur permettre d'occuper les postes supérieurs de la fonction publique du territoire. Ceci m'amène à faire une brève observation portant sur l'enseignement. Ma délégation a été heureuse d'entendre le représentant spécial dire que des mesures ont été prises pour essayer de répondre au besoin d'un enseignement supérieur dans le territoire. Cependant, bien que le budget total de l'enseignement, qui s'élève à 37,5 millions de livres, représente une augmentation de 3 millions de livres pour l'année examinée, ce budget doit être encore augmenté. Si le programme d'enseignement ne permet pas d'élever les niveaux professionnel, administratif et politique, ce qui est vital pour un territoire tel que la Nouvelle-Guinée dans sa préparation à l'autonomie, il sera absolument insuffisant. Il est également important que l'administration veille à ce que les élèves du deuxième degré et les étudiants de l'Université terminent leurs études. Ce n'est que grâce à des mesures positives d'encouragement de la part de l'administration que les étudiants ne se laisseront pas tenter par des postes lucratifs soit dans l'administration, soit dans les entreprises commerciales, avant d'avoir terminé leurs études.

Si la population n'est pas préparée, grâce à l'enseignement, à diriger ses propres affaires, tous les efforts qui pourront être faits dans le domaine du progrès de l'enseignement seront vains.

Les progrès de l'enseignement sont inévitablement et toujours accompagnés, où que ce soit dans le monde, par un désir de progrès matériel. La Nouvelle-Guinée ne fait évidemment pas exception à cette règle. De tous les territoires sous tutelle de la région du Pacifique, La Nouvelle-Guinée est celui qui jouit des possibilités économiques les plus grandes. Nous sommes heureux que l'étude économique du territoire entreprise par la Banque mondiale soit terminée. Le Conseil de tutelle connaîtra bientôt les plans de développement économique équilibré qui pourront être établis sur la base de cette étude, avec des objectifs bien déterminés et un ordre de priorité. Nous espérons qu'il en résultera un

développement économique considérablement accru, de sorte que les besoins futurs du territoire puissent être satisfaits et que la population dispose de plus grandes possibilités dans ce domaine. Pour accélérer le développement économique de la Nouvelle-Guinée, l'Autorité administrante pourrait envisager la création d'une commission ou d'un conseil de développement, avec un personnel bien choisi, et qui serait chargé de mettre en application un plan économique d'ensemble bien équilibré. Au niveau des districts, il devrait y avoir des comités de développement des districts, dans lesquels travailleraient ensemble des représentants de tous les départements. Tant au centre qu'au niveau des districts, les Néo-Guinéens devraient être pleinement associés à la planification de la politique économique du territoire et à sa mise en application.

Tant que les résultats de l'enquête économique de la Banque mondiale et du plan de l'administration ne seront pas connus, ma délégation ne commentera pas en détail les divers problèmes économiques du territoire. Cependant, nous voulons nous borner à souligner que le progrès économique futur de la Nouvelle-Guinée dépend, dans une large mesure, de la solution des problèmes fonciers. Tant que le système compliqué de la propriété foncière traditionnelle n'aura pas fait place à un système moderne, le progrès économique du territoire sera indéfiniment retardé. Puisque l'agriculture demeure la base de l'économie du territoire, l'utilisation maxima des ressources de la terre doit être l'objectif constant qui doit être vigoureusement poursuivi. En cette matière délicate et complexe, il y a deux choses que l'Autorité administrante serait sage de faire. Il s'agit tout d'abord d'utiliser l'expérience et de faire appel à l'aide de ceux qui, dans le monde, ont déjà eu à résoudre des problèmes similaires. En second lieu, il faut appeler d'urgence l'attention du nouveau Parlement élu sur la question de la propriété foncière. Nous sommes certains que la population du territoire elle-même voudra mettre fin, une fois pour toutes, à la confusion ("land muddle") qui existe dans ce domaine. "Land muddle" est une expression que j'emprunte à Port-Moresby.

Une autre observation que ma délégation désire faire au sujet du développement économique porte sur la participation du capital extérieur au développement économique de la Nouvelle-Guinée. Lorsque nous avons discuté cette question à la dernière session du Conseil, le représentant de l'Australie a donné à ma délégation une réponse catégorique, à savoir que les investissements de capitaux de l'extérieur en Nouvelle-Guinée ne seraient pas limités au capital australien. Je suis certain que le représentant de l'Australie n'a pas changé d'avis.

M. Kiang (Chine)

En terminant, je voudrais exprimer la satisfaction de ma délégation au sujet de l'établissement définitif d'une ligne directe et unique de responsabilité dans l'administration, depuis l'Administrateur jusqu'au fonctionnaire de patrouille dans son poste éloigné, grâce à l'abolition du Département des affaires autochtones. Je n'ai pas besoin de dire combien le Conseil de tutelle lui-même est satisfait de cette abolition. Le Conseil n'a pas été très populaire dans sa demande, depuis tant d'années, de modification de la structure du Département des affaires autochtones. Tout se termine bien maintenant.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Tout en reconnaissant le progrès d'ensemble accompli jusqu'à présent dans le territoire sous tutelle de Papua et de la Nouvelle-Guinée et après avoir entendu avec intérêt l'exposé des représentants de la Puissance administrante au sujet de certaines difficultés rencontrées par celle-ci et qui peuvent être considérées comme constituant des obstacles à une accélération du rythme de développement du territoire, la délégation du Libéria voudrait présenter les observations suivantes.

Nous n'hésitons pas à admettre que la création d'un organe législatif pour le Papua et la Nouvelle-Guinée est un événement trop longtemps attendu dans l'évolution politique du territoire, mais dont nous nous réjouissons vivement. Cependant, ma délégation a de la peine à comprendre la nécessité de dispositions électorales qui accordent à une catégorie particulière des habitants des privilèges supérieurs à ceux des véritables propriétaires du territoire.

Ma délégation regrette d'avoir à déclarer que l'explication donnée pour l'adoption d'une telle procédure par l'Autorité administrante ne saurait être acceptée comme ayant éliminé la question pertinente - il s'agit en réalité d'une forme de discrimination contre la population autochtone - à savoir que les lois du territoire sous tutelle devraient avoir pour but principal d'assurer les droits politiques des propriétaires autochtones du Territoire.

Mlle Brooks (Libéria)

Nous fondons notre raisonnement sur le fait que l'Autorité administrante détient une relation fiduciaire à l'égard de la population autochtone - et qu'elle a l'obligation d'expliquer le fait que 10 sièges ont été réservés au Parlement à des personnes non autochtones, donc en violation du principe d'égalité des droits dans une société démocratique - et que le meilleur moyen d'assurer une assistance spécialisée à l'organe législatif de la part de la population non indigène serait de faire comprendre à la population la nécessité de veiller au bien-être du peuple par comparaison aux sentiments tribaux et d'obtenir l'élection de candidats non autochtones à des élections ouvertes. De plus, une assistance particulière devrait être accordée sous forme de conseils.

Après avoir étudié avec soin la déclaration du Représentant spécial de l'Autorité administrante, ma délégation ne parvient pas à comprendre comment il peut être possible à la population d'avoir l'occasion de pleinement évaluer cette question importante. Il est vrai que 10 sur les 20 sièges étaient des sièges électifs mais il faut se souvenir qu'ils avaient déjà été désignés par l'Administration comme étant réservés à des personnes non autochtones.

Si le Conseil considère la désignation de ces 20 sièges à la législature comme une mesure intérimaire destinée à assurer les services qualifiés, comme l'Administration l'a dit, le Conseil ne saurait négliger ce qui suit :

a) Que les doutes n'étaient pas justifiés parce que le représentant de l'Australie a informé le Conseil que les résultats des élections avaient montré que la population indigène avait placé le bien-être général du peuple au-dessus des sentiments tribaux. A l'appui de cette affirmation il a mentionné l'élection de six Australiens sur les listes ouvertes et d'un Papouan venant d'un autre district;

b) Qu'à la suite de l'attribution de ces 20 sièges, la répartition des sièges relativement à la population dans son ensemble, et en particulier par rapport au nombre d'électeurs, 26 sièges vont à des représentants de 14 000 personnes contre 38 sièges pour une population de 700 000 électeurs. C'est là certainement une distribution peu équitable.

Mlle Brooks (Libéria)

c) Que le Conseil doit également considérer - et ceci si j'ai bien compris le représentant de l'Australie - le fait que la question si importante de l'auto-détermination devrait faire l'objet d'une décision de l'organe législatif composé de façon si inéquitable parce que ce ne serait pas la population dans son ensemble qui pourrait exercer directement son choix mais qu'elle serait obligée de le faire par le truchement de représentants élus.

Tenant compte des obligations et responsabilités de l'Autorité administrante, qui continueront jusqu'au jour de l'indépendance ou de l'autonomie du territoire sous tutelle du Papua et de la Nouvelle-Guinée, ma délégation propose que cette question demeure sous l'attention constante de l'Administration et qu'en collaboration avec le nouvel organe législatif des mesures soient prises en vue d'éliminer les dispositions discriminatoires figurant dans les lois électorales du territoire, aussitôt que possible, car elles sont directement opposées au principe des droits égaux pour tous garanti par la Charte des Nations Unies, comme elles le sont aux intérêts supérieurs de la population du territoire sous tutelle.

Nous croyons, en outre, que l'Administration devrait assurer la nomination d'électeurs indigènes au Conseil administratif. L'importance de la participation de la population autochtone à l'administration des affaires de son pays ne saurait être trop soulignée.

Nous devons aussi relever la nécessité, pour l'organe législatif, de recevoir les pleins pouvoirs en ce qui concerne les questions qui ne tombent pas dans le cadre du Traité de tutelle, telles que des questions qui, de par leur nature, doivent être nécessairement traitées par l'Autorité administrante.

La délégation du Libéria remarque avec satisfaction que l'Administration a accordé au territoire sous tutelle une somme de 25,5 millions de livres. Toutefois, si l'on tient compte des salaires à payer y compris ceux des expatriés, de même que des nombreuses tâches qui restent encore à accomplir pour achever le développement du territoire, cette somme paraît insuffisante à la lumière des besoins immédiats. Il y a des régions du territoire où aucune forme de développement n'a encore commencé. Pour développer les échanges commerciaux et les communications il faut des routes; une intensification

Mlle Brooks (Libéria)

du développement dans le domaine de l'agriculture est également indispensable puisque l'économie future du territoire en dépend. Jusqu'au moment où les habitants autochtones pourront jouer un rôle significatif dans la vie économique du territoire, en élevant leur standard de vie, jusqu'au jour où un équilibre commercial favorable sera établi, jusqu'au moment où les habitants pourront recevoir une part équitable des bénéfices d'investissements dans leur pays, le Conseil n'aura aucune raison valable pour considérer avec mansuétude le développement économique du territoire sous tutelle.

Ma délégation a noté avec intérêt le rapport de l'Autorité administrante indiquant que les services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ont été requis; nous avons espéré que son rapport pourrait être à notre disposition pour cette trente et unième session du Conseil et nous souhaitons qu'il puisse nous être remis dans un avenir proche.

J'en viens maintenant à la question de l'enseignement. De quelque bon côté que l'on veuille regarder le développement de l'enseignement sur le territoire, on ne peut manquer de remarquer que le niveau de la population indigène à ce sujet est assez bas. Nous ne voudrions pas parler des négligences passées, mais cela semble difficile lorsqu'on constate qu'il n'y a pas actuellement un seul diplômé d'université sur le territoire et que trois étudiants seulement poursuivent leurs études supérieures. Tout en appréciant les efforts qui sont actuellement faits dans le domaine de l'enseignement, ma délégation voudrait, une fois de plus, attirer l'attention de l'Autorité administrante sur la nécessité d'accroître le nombre des écoles aux niveaux élémentaire et secondaire en soulignant que l'intégration de ces écoles devrait commencer dès le début. Peut-être que l'intensification de l'enseignement exigerait davantage d'instituteurs venant de l'extérieur mais, en définitive, l'engagement d'un corps enseignant qualifié pour une période déterminée aurait des résultats positifs. Bien que le nombre des bourses ait été augmenté jusqu'à 15, nous pensons qu'il est encore insuffisant et nous demanderons donc au Conseil de bien vouloir mettre l'accent sur la nécessité d'élever de façon substantielle le nombre des étudiants néo-guinéens au niveau universitaire, que ce soit dans des institutions d'enseignement supérieur établies dans le territoire ou dans des universités d'outre-mer. Ma délégation

Miss Procks (Libéria)

souhaite que l'on accorde également une plus grande attention à l'enseignement professionnel. Les services de l'UNESCO pourraient être utilement requis pour accélérer la formation de la population indigène dans ce domaine.

Pour ce qui concerne les services publics, il faut remarquer que le nombre des employés autochtones est assez faible comparé au nombre total des employés expatriés. L'absence de formation du personnel indigène pour des travaux spécialisés l'éloigne forcément des postes de la Première Division, qui sont attribués sur une base compétitive, les candidats comprenant des sujets britanniques et australiens. Dans la Deuxième Division on compte seulement 17 fonctionnaires autochtones. Nous voyons donc que c'est seulement à un niveau inférieur que les autochtones peuvent être employés dans les services publics. Ma délégation estime donc que l'accent doit être mis sur une formation rapide de cadres autochtones techniques et civils en vue d'accélérer le développement de la population autochtone afin qu'elle puisse participer effectivement aux services publics.

Je voudrais maintenant féliciter l'Autorité administrante pour les progrès qui ont été réalisés dans le domaine de la santé publique. Ma délégation espère que la question de la déficience alimentaire continuera d'occuper une place importante dans les programmes de santé concernant le territoire et qu'un enseignement au sujet de la nutrition continuera d'être dispensé comme cela est indiqué dans le rapport. Toutefois, cette question est liée dans une large mesure à des questions économiques, à la possibilité d'achat de produits alimentaires protéinés et à l'introduction de certaines cultures de produits de consommation dans les régions où cela est nécessaire. Nous espérons que le territoire pourra bientôt bénéficier des services de médecins autochtones et que la population elle-même sera en mesure de prendre sa place - et d'apporter sa contribution - dans le développement du territoire sous tutelle du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

En ce qui concerne le progrès social, ma délégation note avec plaisir la référence faite au statut accordé à la femme autochtone dans le Territoire, comme il ressort de la création de maternités, de cliniques, de cercles féminins et de l'accroissement du nombre de jeunes filles qui suivent une formation professionnelle. Ma délégation espère que l'administration usera de toute son influence pour encourager les femmes autochtones à poursuivre leurs études au-delà du niveau secondaire, et qu'un nombre considérable de bourses leur seront accordées à cet effet. Elle espère également que l'administration demandera des bourses aux Nations Unies pour ces femmes.

En résumé, ma délégation espère que l'Autorité administrante continuera à examiner la question de la distribution des vingt sièges au Parlement en conjonction avec les modifications possibles de la loi électorale afin d'éliminer toute réservation de sièges et de permettre à tous les candidats d'être élus d'après une liste unique ou ouverte à tous. En outre, nous espérons que l'âge de qualification pour les électeurs du sexe féminin sera réduit de 20 à 18 ans.

Nous espérons qu'à l'exception de questions qui, conformément à l'Accord de tutelle, doivent automatiquement revenir à l'Autorité administrante, on accordera les pleins pouvoirs au Parlement. Nous pensons que l'organisation de conseils de gouvernement local devrait être prévue de telle façon qu'elle assure à la population autochtone la possibilité d'avoir vraiment son mot à dire. Ma délégation voudrait recommander que toutes les personnes autochtones élues soient nommées au sein du Conseil administratif.

Dans le domaine économique, on espère que l'Autorité administrante entreprendra des enquêtes sur la question des bénéfices demeurant dans le Territoire et provenant d'investissements étrangers, et que la population autochtone recevra une part équitable. Nous souhaitons que le problème des routes soit résolu dans un proche avenir et que les habitants autochtones, grâce à une formation intensive, soient à même de participer à la vie économique du Territoire en vue d'élever leur niveau de vie. Ma délégation voudrait demander à l'Autorité administrante d'étudier la possibilité d'accroître sa contribution au budget du Territoire, en tenant compte du fait qu'il y a des régions qui n'ont pas encore été mises en valeur de quelque façon que ce soit et que le progrès, dans certaines autres régions, est à peine

ébauché. Nous espérons qu'à la prochaine réunion du Conseil, le représentant de l'Australie pourra nous dire qu'il n'y a aucune relation commerciale entre l'Afrique du Sud et le Territoire sous tutelle du Papua et de la Nouvelle-Guinée, étant donné le problème qui existe aux Nations Unies en ce qui concerne la politique du Gouvernement sud-africain.

Ma délégation pense que pour faire face aux besoins croissants du Territoire en matière d'enseignement et en vue de préparer la population à l'autonomie aussi rapidement que possible, on devrait établir un plan pour l'instruction intensive de la population autochtone; on devrait faire appel à l'assistance de professeurs de l'UNESCO dans ce domaine; on devrait accorder un certain nombre de bourses aux femmes ou, d'une façon générale, accroître de façon considérable le nombre de ces bourses.

En soulignant les points que j'ai soulevés dans cette déclaration, il ne faut pas interpréter ce que j'ai dit dans ce sens que ma délégation n'apprécie pas les efforts déjà déployés par l'Autorité administrante en ce qui concerne le développement du Territoire. Mais nous nous rendons compte qu'en face des progrès déjà réalisés, il reste encore une tâche énorme à accomplir. Nous pensons donc qu'en faisant preuve d'une bonne volonté continue et en gardant à l'esprit la valeur du facteur temps, l'administration pourrait faire tous les efforts possibles pour accélérer sa marche vers les buts si nobles établis pour le Territoire, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, à savoir la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Tout en réservant mon droit de réponse pour un moment qui conviendra mieux à ce Conseil, je voudrais maintenant m'occuper des allégations les plus manifestes et les plus indignes prononcées par le représentant de l'Union soviétique contre mon pays et contre ses chefs.

Je voudrais tout d'abord me référer au Pacte de l'Anzus. Il est certain, comme nous le savons, que ce pacte s'applique au Territoire de la Nouvelle-Guinée. L'Union soviétique sait très bien qu'il s'agit là d'un pacte défensif et non pas agressif. Nous n'avons pas besoin d'un pacte agressif; la mesure dans laquelle la nécessité se fait sentir pour un pacte de défense est une autre question.

En parlant de cette question du Pacte de l'Anzus, le Ministère des affaires étrangères de l'Australie, alors Ministre des Territoires, s'est référé à ce dernier, en 1962, dans les termes suivants :

"La place des Nations Unies, de même que celle de l'Australie, dans les relations avec le Territoire sous tutelle est définie dans l'Accord conclu entre l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Australie. L'article 4 de cet Accord stipule :

'L'Autorité administrante' - c'est-à-dire l'Australie - 'sera responsable de la paix, de l'ordre, du bon gouvernement et de la défense du Territoire et, dans ce but, disposera des mêmes pouvoirs de législation, d'administration et de juridiction dans le Territoire et sur le Territoire que s'il formait une partie intégrante de l'Australie, et aura le droit d'appliquer au Territoire, sous réserve de certaines modifications que l'on jugerait nécessaires, les lois du Commonwealth de l'Australie conformément aux besoins et à la situation du Territoire'".

Je continue de citer ce qu'a dit le Ministre :

"Le deuxième fait concerne la défense du Territoire. L'article 7 de l'Accord de tutelle dit :

'L'Autorité administrante peut prendre dans le Territoire toutes les mesures qu'elle considère nécessaires pour assurer la défense du Territoire et pour maintenir la paix et la sécurité internationales.'".

Le Ministre a continué de la façon suivante :

"Notre droit d'administrer et de défendre le Territoire sous tutelle n'est pas moindre que pour le Territoire du Papua, qui est un territoire australien. Aucun de ces droits australiens, dûment confirmés par des traités internationaux, comme celui des Nations Unies, n'est en ce moment en question. Si en violant ou en ignorant les accords internationaux, ces droits étaient mis en défi, l'Australie maintiendra ses droits. En ce qui concerne la défense, le Gouvernement australien considère le Papua et la Nouvelle-Guinée comme le territoire australien lui-même. Il défendra les deux. En outre, le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée est considéré comme tout autre territoire australien conformément aux termes du Pacte de

l'Anzus qui assure que dans tout acte d'agression contre le territoire australien, nous aurons de puissants alliés. L'article 7 de l'Accord avec les Nations Unies que j'ai déjà cité prévoit des mesures de cette nature."

C'est ici que s'arrête ma citation extraite de la déclaration de M. Hasluck. Mais je voudrais faire ici une autre citation devant le Conseil, une citation empruntée à un discours prononcé à la fin de l'année 1963 par le Premier Ministre de mon pays, que le représentant de l'Union soviétique a personnellement tenté d'attaquer basement ici.

M. McCarthy (Australie)

Le Premier Ministre a dit :

"Rien, évidemment, ne porte plus atteinte à la croissance d'institutions indépendantes qu'une attaque armée ou une invasion. Ces territoires en ont fait l'expérience très amère. Quant à cet aspect de la question, je répète ce que j'ai dit à Canberra : Nous défendrons ces territoires comme s'ils faisaient partie de notre métropole. Il ne faut pas se méprendre à ce sujet."

Dans ces deux déclarations, l'accent a été mis sur une compréhension très nette des droits internationaux, des obligations internationales à l'égard des peuples dépendants et de leur défense, et je dis bien "défense" et non pas agression, de quelque nature qu'elle soit, comme le représentant soviétique le sait parfaitement.

Ce représentant a dit en outre que certains accords - dont il prétend être au courant - ont été conclus par le Gouvernement australien pour céder aux Etats-Unis une base à Manus, dans le Territoire sous tutelle. Le représentant de l'Union soviétique est, en la matière, soit très mal informé, soit très infidèle dans sa façon de représenter la situation. Un tel accord n'existe pas et si les connaissances historiques du représentant soviétique à propos de cette région sont aussi étendues qu'il désire que nous le pensions, il doit savoir que cette place même, cette base de Manus, était en fait une importante base américaine. Il y a un certain nombre d'années, elle a été utilisée comme base américaine dans une guerre défensive, dans une période d'attaque armée et d'invasion dont l'amère et désastreuse expérience a été évoquée par le Premier Ministre dans sa déclaration. Il saurait également, s'il désirait le savoir, qu'à la suite de cette expérience amère et désastreuse, cette importante base américaine dans le Pacifique a été complètement et absolument démantelée et que, jusqu'à ce jour même, elle est demeurée dans cette situation, je peux lui en donner mon assurance personnelle; c'est maintenant une place totalement démantelée, qui est revenue à l'état où elle était avant qu'aucune base y ait été créée. Telle est la situation actuelle de l'ancienne base de Manus.

M. McCarthy (Australie)

Mais ce n'est pas là la seule erreur commise, consciemment ou inconsciemment, par le représentant soviétique. Celui-ci a avancé ici certaines assertions concernant l'exploitation économique. Ces assertions ont été faites presque exactement dans la même forme et au même moment, l'an dernier, devant le Conseil, par le représentant soviétique de l'époque. Il y fut répondu au représentant soviétique de l'époque, l'année dernière devant le Conseil. Qu'il me soit permis de rappeler au représentant soviétique certaines des réponses qui furent alors données à son collègue.

Je citerai ici un passage d'une déclaration faite par la délégation australienne, l'année dernière, en réponse à ces allégations :

"Le représentant soviétique a prétendu que l'Autorité administrante a utilisé et utilise encore le Territoire sous tutelle pour appuyer sa propre économie. Ceci est nié catégoriquement et, à l'appui de cette dénégation, je mentionnerai par exemple l'effort fait pour promouvoir l'exploitation du bétail."

L'importance de l'exploitation du bétail apparaît dans le fait que ce représentant a déclaré que l'Australie freinait le développement des industries primaires ou secondaires, dans le Territoire sous tutelle, qui entrent en compétition avec les industries australiennes. Il doit savoir - puisqu'il a en Australie ses sources d'information, des sources d'information nombreuses et variées - que l'une des grandes industries de l'Australie est précisément l'industrie du bétail. Mais cette industrie est délibérément favorisée dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, en compétition avec l'une des grandes industries australiennes, grâce à des fonds australiens, par l'entreprise australienne et par l'application délibérée des connaissances scientifiques australiennes. En outre, de toutes les autres industries qui se développent dans le territoire, la seconde en importance est l'industrie forestière. Celle-ci aussi est mise sur pied grâce aux procédés scientifiques les plus modernes, en compétition directe avec les activités des forestiers australiens. La même chose est vraie pour le développement de l'industrie de l'arachide et de l'industrie de la pulpe de passiflore, qui sont en compétition directe avec le marché australien.

M. McCarthy (Australie)

Nous avons eu l'occasion, à la même époque, l'année dernière, de nous référer à ces allégations du collègue du représentant soviétique concernant les importations et les exportations en relation avec l'économie australienne, et nous avons alors dit à la délégation soviétique :

"Des exportations du Territoire sous tutelle, qui se sont élevées en 1961-1962 à près de 12,8 millions de livres, plus de la moitié, c'est-à-dire 5,5 millions sont allés en Australie. La grande masse des exportations a été dirigée vers vingt autres pays."

La situation cette année n'est pas différente. Le total des revenus d'exportations du Territoire pour l'année qui nous intéresse ici maintenant, a été de près de 15 millions de livres. Sur ces 15 millions, 6 millions de livres d'exportations ont été dirigés vers l'Australie. Le reste - c'est-à-dire presque les deux tiers des exportations - est allé vers environ vingt autres pays. Sur un total d'importations s'élevant à environ 18 millions de livres, 9 724 000 livres ont été dirigés vers l'Australie et le reste vers vingt-cinq autres pays, y compris l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui, si l'on doit suivre la logique suggérée par le représentant soviétique, profite elle-même, dans ces conditions, du Territoire sous tutelle.

Le représentant soviétique a fait allusion aux compagnies australiennes, aux compagnies et aux corporations fonctionnant en Nouvelle-Guinée dans le but, a-t-il dit, d'exploiter la population du territoire au bénéfice particulier de l'Australie. L'année dernière, nous lui avons donné quelques chiffres - chiffres qu'il a déclarés non valables - concernant les bénéfices retirés par les compagnies australiennes de leur fonctionnement au Papua et en Nouvelle-Guinée. Nous lui avons dit qu'une étude récente de l'Université nationale australienne - qui n'est pas une étude du Gouvernement australien, mais une étude de cette même Université nationale dont il a cité le porte-parole, dans sa propre déclaration, comme faisant autorité - a fait ressortir que les dividendes nets provenant du territoire et payables hors de celui-ci en 1960-1961, ont été de l'ordre de 1 200 000 livres, ce qui représente en vérité un très modeste rapport pour le capital investi dans ce pays.

M. McCarthy (Australie)

En outre, dans le même contexte, lorsqu'il a posé des questions l'autre jour sur le régime des impôts dans le Territoire, il a eu l'air de dire que d'une façon ou d'une autre les compagnies australiennes et les Australiens individuellement jouissaient d'une position privilégiée dans ce domaine par rapport aux autochtones. Permettez-moi de lui donner les chiffres des impôts directs pour l'année que nous étudions. Les chiffres des impôts directs pour l'année ont donné au Territoire - non pas à l'Australie mais au Territoire et chaque sou de ces impôts, comme il le sait fort bien ou comme il devrait le savoir parce que nous le lui avons dit année après année, mais il est nécessaire de le répéter tous les ans, a été dépensé dans le Territoire - un montant qui se répartit ainsi : un revenu de 225 millions de livres provenant des impôts directs et les contributions payées par la population autochtone se sont élevées à 70 000 livres. La balance a été payée par des impôts prélevés sur la population non indigène et sur des compagnies opérant dans le Territoire.

Le représentant soviétique a également critiqué certains aspects du développement agricole du Territoire. Il a dit que le Gouvernement australien freinait le développement économique du Papua et de Nouvelle-Guinée. S'il lit le rapport annuel, il verra l'accroissement très grand des revenus et des dépenses année après année et il s'abstiendra sagement de faire une telle déclaration. Je ne vous citerai pas ces chiffres une fois encore; ils l'ont été trop souvent ici. Je répéterai qu'il n'est pas de l'intérêt du Gouvernement australien de freiner le développement économique du Territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée, car ce Territoire et le territoire de Papua qui y est joint, coûtent aux contribuables australiens, en subventions gratuites non remboursables, une somme d'environ 30 à 35 millions de livres cette année et cette somme s'accroît chaque année. Voilà ce que verse le contribuable australien en subventions directes et gratuites. Pourquoi alors le Gouvernement australien freinerait-il le développement économique interne de ce territoire pour avoir à payer toujours davantage, avec des sommes prises dans la poche du contribuable australien pour compléter le budget du Territoire?

M. McCarthy (Australie)

En ce qui concerne l'agriculture, j'aurais pensé que le représentant de l'Union soviétique aurait répugné à s'embarquer dans une discussion sur le développement agricole étant donné le développement, ou plutôt l'absence de développement dans son propre pays, et étant donné la triste histoire de la collectivisation des fermes qui constitue la base de cette expérience ratée.

Il a mentionné la question du vote lors des récentes élections. A ces élections, le vote était secret. Comme on l'a expliqué ici, le vote avait lieu au scrutin secret où lorsqu'un scrutin secret ne pouvait être organisé, il était cependant secret en ce sens que le vote était alors effectué en présence d'un scrutateur choisi par l'électeur pour vérifier son vote.

Dans ce même domaine du progrès politique, le représentant de l'Union soviétique a déclaré que nous avons fait beaucoup de bruit pour rien. Il n'y a pas eu de bruit pour rien, à moins que le représentant soviétique ne considère qu'un système de scrutin secret sur la base du suffrage universel des adultes, sur la base d'un homme-un vote, sans tenir compte de la race, de la croyance et de la couleur, n'est rien. Quelle que soit la façon dont les Soviétiques comprennent la conduite des élections, ce que nous avons fait non seulement n'est pas rien mais constitue la base même des procédures et des pratiques démocratiques dans des pays peut-être plus familiers que le représentant soviétique peut l'être avec des pratiques et des libertés démocratiques de ce genre.

Le représentant soviétique a parlé du refus récent du Gouvernement australien de permettre à un représentant du journal soviétique Pravda de se rendre au Papua et en Nouvelle-Guinée pour y observer les élections. Je lui ai dit honnêtement que je ne connaissais pas les raisons pour lesquelles le Gouvernement australien avait refusé de permettre à un représentant de la Pravda de se rendre au Papua et en Nouvelle-Guinée. Voilà la situation. Je n'ai reçu aucune information sur ce point. Mais à la lumière des affirmations trompeuses faites ici aujourd'hui délibérément par le représentant soviétique, pourquoi un pays quelconque accorderait-il des facilités à un tel représentant, à moins que le pays ne soit convaincu que les faits que ce journaliste verra seront fidèlement rapportés? Mais c'est là pure spéculation de ma part.

M. McCarthy (Australie)

Quel degré de liberté des gens de mon pays ou d'autres pays extérieurs à l'Union soviétique ont-ils en Union soviétique elle-même? Pourquoi fait-on un problème de ce point dans ce pays lorsqu'on pense à la liberté qui n'est pas donnée aux nationaux d'autres pays en Union soviétique? Et si une liberté est accordée à quelqu'un, à un degré quelconque, en Union soviétique, la liberté de communication et de conversation, si l'on en croit de récents rapports, est, elle, totalement et absolument limitée par tout un ensemble d'appareils qui éliminent la plus petite mesure d'intimité à laquelle tout individu a droit.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Moi aussi, je voudrais exercer mon droit de réponse et faire quelques observations concernant les déclarations du représentant de l'Australie. Mais auparavant, je voudrais répondre au représentant du Royaume-Uni.

Il nous a fait un récit très pittoresque de ses voyages dans le Pacifique. Il nous a parlé de ce qu'il a vu : il a vu des montagnes, des mers, des forêts, etc. Mais il a très peu parlé des problèmes économiques réels auxquels le Territoire doit faire face. Pour ce qui est des lacs, des montagnes et des terres, je pense qu'il est possible de les imaginer en lisant n'importe quel manuel de géographie et ce ne serait pas difficile pour quelqu'un qui saurait lire.

Pour ce qui est des allusions faites par le représentant britannique lorsqu'il a dit qu'il vaudrait mieux que le représentant soviétique se taise parce que son pays a aussi des colonies dans l'océan Pacifique, je ne sais pas de quelles colonies il veut parler. Sans doute parle-t-il de certaines îles qui, après la deuxième guerre mondiale, sont échues à l'Union soviétique? Sans doute parle-t-il des îles Sikotan et Habomai. Je voudrais lui dire cependant que la situation en ce qui concerne ces îles est fondée sur des accords internationaux, en particulier sur le Traité de paix de San Francisco qui a été signé, entre autres, par le Royaume-Uni.

M. Chakhov (URSS)

Le Royaume-Uni a-t-il déjà renoncé à ce traité? Pourquoi le représentant du Royaume-Uni juge-t-il nécessaire de parler de ces îles? Cherche-t-il à donner l'impression que, non seulement le Royaume-Uni mais également l'Union soviétique ont des colonies? Pour s'apercevoir que le Royaume-Uni a des colonies et pour voir comment il se conduit dans ses colonies, il n'y a pas à aller bien loin. Aden en est un exemple frappant; nous voyons-là comment une Autorité administrante se conduit dans les territoires qu'elle gère. Mais il n'est pas utile de faire attention à des allusions de cette nature qui ne peuvent tromper personne.

En ce qui concerne ces îles, il y a eu autrefois des pourparlers entre l'Union soviétique et le Japon et ces pourparlers ont conduit au rétablissement des relations diplomatiques entre le Japon et l'Union soviétique. En réalité, ces entretiens avaient pour but d'établir des relations de bon voisinage entre le Japon et l'Union soviétique. Notre pays s'est déclaré prêt à remettre au Japon les îles de Sikuotan et de Raburaï aux termes d'un traité entre l'Union soviétique et le Japon. Si le Gouvernement du Japon avait voulu signer un traité de paix concernant ces îles, le problème aurait été réglé depuis longtemps. C'est là, je le pense, de la part de l'Union soviétique une attitude noble et honnête.

Je voudrais maintenant citer une réponse faite par le Premier Ministre soviétique à un correspondant de presse au sujet de ce problème et qui est ainsi conçue :

"Il va sans dire que nous voudrions conclure un traité de paix avec le Japon. Ceci permettrait de rétablir sur des bases plus solides les relations entre le Japon et l'Union soviétique. Mais si le Japon ne veut pas que ces relations soient rétablies sur la base d'un traité de paix, il faudra attendre des circonstances favorables. En tous cas, nous n'estimons pas que l'Union soviétique soit plus intéressée que le Japon à la conclusion d'un traité."

Telle est la situation; pourtant, le représentant du Royaume-Uni s'est permis certaines allusions à l'égard de l'Union soviétique.

M. Chakhov (URSS)

Au sujet de la dernière intervention du représentant de l'Australie, je voudrais dire qu'à mon avis, ces remarques n'ont pas pour effet de réfuter ce que j'ai dit; au contraire, elles vont à l'appui de la thèse que j'ai avancée.

Le représentant de l'Australie affirme qu'en vertu du régime de la tutelle, son gouvernement a le droit de garantir la défense du territoire et, à cet égard, il se réfère à la Charte des Nations Unies.

Qu'un régime ait été imposé à certains territoires, cela est prévu par l'Accord de tutelle. Mais le Premier Ministre de l'Australie, M. Hasluck, aurait dit, en ce qui concerne le droit de défendre le territoire - et ceci a été cité par le représentant de l'Australie - ce qui suit : "Nous défendrons ce territoire comme notre propre territoire". Voilà la réponse du représentant de l'Australie à ce que nous avons dit. Comment réfute-t-il mon assertion selon laquelle le Papua et la Nouvelle-Guinée servent de bases militaires? Il ne la réfute pas puisque le Premier Ministre de l'Australie lui-même dit : "Nous défendrons ce territoire comme notre propre territoire". Nous ne pouvons pas reconnaître qu'un territoire sous tutelle soit un territoire australien. Le régime de la tutelle ne donne pas ce droit.

Dans toute son intervention, le représentant de l'Australie a cherché à donner l'impression que l'Union soviétique n'était pas au courant de la situation. Il y a là une manoeuvre. Le représentant de l'Australie nous dit : "De quoi parlez-vous donc? Vous ne connaissez pas la situation". Voilà son argument. Mais, ce faisant, il n'a fait que prouver tout ce qu'avait dit le représentant de l'Union soviétique.

Le représentant de l'Australie a-t-il réfuté le fait que l'île de Manus a été transmise aux Etats-Unis? Pas du tout; il nous a dit que cette île avait été, pendant la guerre, une base des Etats-Unis et qu'elle avait alors joué un rôle. Je n'ai pas dit le contraire. D'autre part, le représentant de l'Australie a affirmé que cette base était démantelée : heureusement qu'elle a été démantelée. Mais il a dit ensuite que cette île avait été rendue aux Etats-Unis par la suite. C'est justement ce que je venais de dire moi-même. A proprement parler, nous ne sommes pas en désaccord.

M. Chakhov (URSS)

Puis, le représentant de l'Australie a traité du développement industriel. Mais, dans ce domaine également, il n'a pas réfuté les assertions du représentant de l'Union soviétique; au contraire, il a confirmé ce que nous avons dit.

Car nous avons souligné qu'il avait été créé des conditions permettant aux unions et aux monopoles australiens d'exploiter dans des conditions favorables à la métropole les ressources du territoire. Qu'a dit le représentant de l'Australie? Il a répondu que les industries se développent au Papua et en Nouvelle-Guinée sur la base de la concurrence; mais il n'a pas dit que c'était à l'avantage du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Ce que j'avais dit, c'est que ces entreprises étouffent le développement du Papua et de la Nouvelle-Guinée; il ne saurait en être autrement car les compagnies australiennes sont si puissantes que les entreprises qu'elles ont au Papua et en Nouvelle-Guinée peuvent faire concurrence aux industries trop faibles et peu développées du territoire et arriver à les étouffer.

Le représentant de l'Australie a dit qu'il ne disposait pas de chiffres concernant les dividendes auxquels le représentant de l'Union soviétique avait fait allusion. Mais il a dit que, d'après les enquêtes australiennes, le revenu pour l'année écoulée s'élevait à 1 200 000 livres.

M. Chakov (URSS)

Pourtant, lorsque les membres du Conseil ont demandé au représentant de l'Australie quels étaient les chiffres correspondants, il a éludé la réponse en disant que le Représentant spécial et le représentant de l'Australie ne disposaient pas de données à ce sujet. Mais en fait, vous connaissiez ces chiffres, puisque maintenant vous les mentionnez. Vous voulez donc agir au mieux de vos intérêts. Vous voulez dire que le représentant de l'Union soviétique a tort de mentionner ces chiffres. Pourquoi n'avez-vous pas répondu à notre première question? Pourquoi avez-vous gardé le silence?

Puis, plus loin, vous vous êtes efforcé de démontrer que les impôts, pour la population locale, ne représentaient qu'environ 70 000 livres. Mais est-ce là la question? Vous dites que vous recevez des compagnies 2 100 000 livres. Vous avez dit, au cours de votre intervention antérieure, que l'impôt pour les habitants était insignifiant et qu'il ne représentait que deux livres par an et par tête. Je voudrais demander au représentant de l'Australie si un homme peut payer par an deux livres d'impôt sur son salaire quand ce dernier est inférieur au minimum vital dans le territoire. Si vous avez besoin de chiffres, je vous les fournirai, je les ai sous la main. Je vous montrerai combien touche un travailleur autochtone et quel est le salaire d'un Australien. Le deuxième est sept fois supérieur au premier, et parfois davantage. Lorsque la population n'a même pas de quoi survivre, on leur demande encore des impôts. Quant aux compagnies, vous ne leur imposez qu'un impôt de 2 100 000 livres. Je crois que vous auriez pu les imposer dans une beaucoup plus grande mesure, leur demander beaucoup plus que 2 100 000 livres, étant donné les circonstances.

On nous a dit qu'un grand progrès avait été accompli dans le Territoire. Je crois qu'il est facile de répondre. Si l'on considère que depuis le début de l'administration du Territoire, il n'y a pas eu un seul autochtone diplômé d'université; si l'on considère que, d'après vous, il n'y a que quelques Néo-Guinéens seulement qui poursuivent des études universitaires, je crois qu'il est difficile d'appeler cela un progrès, pour 50 années d'administration.

M. Chakov (URSS)

Le représentant de l'Australie nous a parlé aussi de la réforme agraire. Il s'est efforcé de démontrer que la triste histoire de la collectivisation en Union soviétique devrait suffire pour empêcher le représentant de l'Union soviétique de critiquer le développement agricole du Territoire. Je répondrai seulement que, grâce à la collectivisation, l'Union soviétique a fait d'énormes progrès dans le domaine de l'agriculture et que, en dix ans, sa production agricole a plus que doublé. Le fait que l'an dernier nous ayons été dans des conditions particulièrement défavorables qui nous ont obligés à acheter du blé dans d'autres pays ne donne pas au représentant de l'Australie le droit de critiquer la collectivisation. Ce système est justifié. Il a contribué à placer l'Union soviétique au nombre des pays agricoles dotés des meilleures machines et à l'avant-garde de la technique et du progrès scientifique.

Ensuite, le représentant de l'Australie a parlé des résultats des élections. Le représentant de l'Union soviétique a eu tort, a-t-il dit, de déclarer que l'Autorité administrante avait fait beaucoup de bruit pour rien autour de ces élections. Il a dépeint un tableau qui nous a confirmés dans notre opinion. Il y a eu beaucoup de bruit pour rien. Ce que j'avais voulu dire, moi, ce n'était pas que, dans le territoire, on avait fait beaucoup de bruit pour rien, mais que le représentant de l'Australie, ici, faisait beaucoup de bruit pour rien.

Le représentant de l'Australie a parlé de procédures démocratiques en disant que j'y étais opposé. Non, je n'y étais pas opposé, je n'ai fait aucune objection aux procédures démocratiques. Ce que j'ai voulu dire, c'est que les élections qui ont eu lieu dans le Territoire ne donnent pas à l'Assemblée la possibilité de jouir des pouvoirs qui devraient être les siens. L'Assemblée n'est qu'une forme sans substance, une coquille vide. Croyez-vous pouvoir réfuter cette assertion? Je crois que vous n'y parviendrez pas, car la délégation de l'Union soviétique a posé devant vous la question des pleins pouvoirs de l'Assemblée, des pleins pouvoirs des organes locaux de gouvernements, et vous avez été obligé de répondre que toutes les décisions étaient soumises à l'approbation du Gouverneur général et des autorités de Canberra. Si le Gouverneur général met son veto, une loi passée par l'Assemblée ne pourra pas entrer en vigueur. Vous l'avez reconnu vous-même ici. Comment osez-vous encore dire que l'Union soviétique déforme la réalité des faits?

M. Chakov (URSS)

En ce qui concerne l'admission au Papua et en Nouvelle-Guinée d'un correspondant de presse soviétique, on a parlé des libertés accordées aux étrangers en Union soviétique. Mais nous, nous agissons conformément à des accords dont les dispositions déterminent l'accès et les droits des correspondants de presse. Dans le cas présent, c'est précisément parce que vous aviez peur de ce que dirait le correspondant de presse soviétique au sujet des élections que vous avez décidé de ne pas l'admettre dans le Territoire. Ceci, évidemment, est affaire de votre conscience, mais nous avons le droit d'en parler au Conseil de tutelle.

Je voudrais demander que, dans le compte rendu de cette séance qui sera publié en anglais, figure tout ce que l'interprète n'a pas traduit de mon discours.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je puis donner au représentant de l'Union soviétique l'assurance qu'il en sera fait ainsi.

M. KING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Les observations faites par le représentant de l'Union soviétique à propos des colonies de son pays dans le Pacifique me laissent penser qu'il a dû mal comprendre ce que j'ai dit sur ce point. Je n'ai aucunement prétendu que ces colonies particulières avaient été acquises illégalement. Je ne veux aucunement contester la déclaration du délégué de l'Union soviétique selon laquelle ces îles ont été acquises par voie de traité, de même d'ailleurs que de nombreuses colonies britanniques. Ce que je me suis proposé dans ma déclaration, c'est de souligner le contraste existant entre la masse de renseignements fournis par le Gouvernement de l'Australie et, je dois ajouter, par d'autres puissances administrantes, y compris le Royaume-Uni, en ce qui concerne leurs possessions coloniales ou territoires dépendants, quelle que soit la façon dont ils ont été acquis, et le silence complet observé par l'Union soviétique quant à ses propres possessions coloniales.

En fournissant ces renseignements, les autres puissances coloniales se conforment aux dispositions de l'Article 73 de la Charte. Pourquoi l'Union soviétique ignore-t-elle les stipulations de la Charte en demeurant silencieuse quant à ses propres possessions? Toutefois, le représentant de l'Union soviétique, en cette occasion, a - pour la première fois je crois - donné au Conseil au moins quelques bribes de renseignements en ce qui concerne les colonies soviétiques dans le Pacifique et je pense que le Conseil doit lui en être reconnaissant. Espérons que ce n'est là qu'un commencement et que nous en entendrons davantage au cours de la présente session au sujet de ces îles mystérieuses.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne me propose nullement de prolonger indûment ce débat ni d'abuser du temps du Conseil. Il y a un point particulièrement important, un point de fait, que je voudrais clarifier à l'intention de notre collègue de l'Union soviétique. Il est possible que le malentendu sur ce point soit dû à une erreur d'interprétation. Je veux parler de la base de Manus. J'ai dit et je répète catégoriquement qu'il est absolument inexact que Manus ait été remis aux Etats-Unis sous quelque forme que ce soit. J'ignore si les difficultés rencontrées à cet égard par notre collègue soviétique sont des difficultés de compréhension ou d'interprétation; il est possible, comme je l'ai dit, qu'il y ait eu erreur d'interprétation. Mais j'espère qu'il a

M. McCARTHY (Australie)

Ce que j'ai dit, c'est que cette île était revenue à l'Etat auquel elle appartenait avant les années de dévastation auxquelles j'ai fait allusion; j'ai ajouté qu'aucune base n'y était établie, que Manus demeurerait partie intégrante du Territoire sous tutelle et n'avait pas été remise aux Etats-Unis, sous quelque forme que ce soit.

En ce qui concerne les faits touchant la Nouvelle-Guinée qui peuvent être portés à la connaissance de l'opinion publique par les correspondants de presse, je dirai que tout correspondant ayant demandé à être admis au Papua et en Nouvelle-Guinée, a pu s'y rendre librement, quand il l'a voulu, et ces correspondants venus de nombreux pays ont largement rapporté les faits de la situation dans le Territoire.

Je ne me propose pas d'en dire davantage sur ce point. Je ne désire pas embarrasser un peu plus le représentant de l'Union soviétique en m'étendant sur le développement de l'agriculture ou plutôt sur les débuts du développement agricole; je ne veux pas non plus envenimer davantage le débat sur ce sujet. C'est pourquoi je traiterai des autres points qu'il a soulevés dans une déclaration plus longue et plus complète.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je prends acte de ce que vient de dire le représentant de l'Australie. En ce qui concerne la déclaration du représentant du Royaume-Uni, il me semble que j'ai déjà donné une réponse complète à ses allégations et toute tentative de sa part de parler d'autres questions n'a aucun rapport avec ce sujet particulier.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ainsi s'achève la discussion générale sur la Nouvelle-Guinée; les déclarations de clôture de l'Autorité administrante seront faites jeudi prochain.

Je propose maintenant au Conseil d'aborder l'examen des points 4 b) et 6 de son ordre du jour.

POINTS 4 b) ET 6 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE (T/1624; T/PET.10/L.5, L.6 et L.7)

RAPPORT DE LA MISSION DE VISITE DES NATIONS UNIES AU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE, 1964 (T/1620)

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Une fois de plus, ma délégation est heureuse de participer à cette discussion concernant l'administration par les Etats-Unis du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Mes observations seront brèves et constitueront une simple introduction car outre le rapport des Etats-Unis sur l'administration du territoire et le compte rendu de première main que le Conseil va entendre de la part du Haut Commissaire du Territoire sous tutelle, M. M. Wilfred Goding, nous avons la bonne fortune de disposer du rapport de la mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en 1964. Nous sommes heureux d'avoir sous la main ce rapport de la Mission avec ses conclusions et recommandations, et ma délégation tient à dire toute sa satisfaction du fait que la Mission de visite ait reconnu qu'elle avait bénéficié de la coopération la plus totale des fonctionnaires de l'Autorité administrante pendant toute la durée de son séjour. Je puis assurer le Conseil et les membres de la Mission que les conclusions auxquelles a donné lieu le voyage de 26 000 milles de la Mission sont du plus haut intérêt pour la population de la Micronésie et pour l'Autorité administrante. Je puis également l'assurer que l'Autorité administrante tiendra compte de toutes observations, conclusions et recommandations de la Mission de visite dans l'élaboration et la revision de sa politique et de ses programmes dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

Nous avons aujourd'hui l'honneur d'avoir parmi nous M. Thomas Remengesau, administrateur adjoint du district de Palau, qui, avec l'assentiment du Conseil, fera une brève déclaration. M. Remengesau est ici au titre de conseiller de

M. Yates (Etats-Unis)

la délégation américaine. Sont également présents parmi nous, et assistent aux débats du Conseil, quatre autres ressortissants éminents du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Ce sont : le juge Kabua L. Kabua, M. Jeton Anjain et M. Joab Sigrah. M. Anata Kabua est également membre du groupe de visite, mais il n'est pas ici aujourd'hui. Outre leurs autres tâches, MM. Kabua et Sigrah sont délégués au Conseil de la Micronésie. Le juge Kabua préside le district des îles Marshall et M. Anjain est chirurgien-dentiste sur l'atoll Kwajalein. Nous sommes certains que ces représentants de la Micronésie emporteront dans leurs îles une impression profonde du sérieux et de la sincérité avec lesquels les questions touchant au présent et à l'avenir de la Micronésie et des autres territoires sont examinées par le Conseil. Je suis persuadé que l'échange de vues qui a eu lieu il y a quelques instants les en convaincra tous.

A la dernière session du Conseil de tutelle, j'ai discuté dans le détail, les buts et objectifs des Etats-Unis dans l'exécution de leurs obligations aux termes de l'Accord de tutelle. Ces buts et objectifs n'ont pas varié. Les Etats-Unis, comme toujours, s'acquittent de leur mandat, conformément aux dispositions de la Charte. Toute étude objective et sérieuse de l'administration des Etats-Unis montrera qu'ont été poursuivis les objectifs de "progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction ... [et] leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance".

M. Yates (Etats-Unis)

En dépit des allusions littéraires qui ont été faites ici à propos des résultats obtenus par le Conseil de tutelle, les Etats-Unis sont décidés à écrire un autre chapitre du livre qui relatara les succès obtenus dans l'exécution des obligations découlant pour eux de la tutelle. Le peuple de la Micronésie aura l'occasion d'exercer librement et consciemment le choix du type de gouvernement qu'il désire et la nature de ses associations politiques futures.

L'année dernière, j'ai exposé au Conseil les mesures qui étaient prises sous l'administration du Président Kennedy afin d'accélérer le développement du territoire sous tutelle. Le Président Kennedy a proposé, et le Congrès a approuvé une augmentation du budget du territoire qui a été porté d'un montant approximatif de 7,5 millions de dollars à 15 millions de dollars par an, c'est-à-dire qu'il a été doublé. Le Président Johnson se propose de continuer et d'augmenter l'appui financier donné par les Etats-Unis au territoire sous tutelle. Pour l'année fiscale prochaine, le Président Johnson a proposé de continuer le programme de développement accéléré en portant ce crédit à 17,5 millions de dollars, afin de permettre aux Etats-Unis d'étendre toujours davantage leurs services d'enseignement et de santé et leurs plans d'expansion des programmes de développement économique et social. Il y a tout lieu de penser que nous pourrions compter sur l'appui de l'organe législatif du Gouvernement des Etats-Unis. La Chambre des représentants a déjà donné son approbation à cette augmentation, de même que la Commission des finances du Sénat. Je suis certain que le Sénat approuvera aussi la recommandation de sa Commission des finances et que le Gouvernement du territoire sous tutelle bénéficiera bientôt de crédits plus élevés.

Je suis heureux d'annoncer au Conseil de tutelle ce qui a déjà été annoncé précédemment à la mission de visite, à savoir que le 12 février 1964, les négociateurs des Etats-Unis et les requérants micronésien sont arrivés à un accord au sujet de la question des terres de Kwajalein. Cet accord prévoit un bail pour l'île de Kwajalein et l'aérodrome de Delap dont la date de départ a été fixée au 9 février 1944. Il a été mutuellement convenu que le règlement porterait sur 750 acres à raison de 1 000 dollars par acre sur lesquels 500 dollars représentent l'utilisation passée, avec intérêt, et les 500 autres dollars l'utilisation future jusqu'à l'expiration de l'accord. Au cas où les Etats-Unis désireraient mettre fin à l'accord avant l'expiration du bail, la terre reviendrait aux propriétaires étant entendu qu'ils n'auraient pas à rembourser la moindre somme.

M. Yates (Etats-Unis)

Le bail pourrait être prorogé au-delà de la date d'expiration, mais il y a une disposition tendant à l'ouverture de nouvelles négociations sur les diverses stipulations.

Je regrette de dire au Conseil que nous ne sommes pas à même de lui annoncer que les Etats-Unis ont conclu un accord avec le Gouvernement japonais au sujet de la solution du problème des revendications micronésiennes contre le Gouvernement du Japon résultant de la deuxième guerre mondiale. Je puis cependant assurer le Conseil que les Etats-Unis continuent et continueront de rechercher vigoureusement une solution pleinement satisfaisante et équitable.

Enfin, les Etats-Unis ont indiqué, l'année dernière, que l'évolution politique importante qui se produit actuellement en Micronésie est suivie de près par l'Autorité administrante, en étroite consultation avec les représentants élus du peuple micronésien, en application d'un engagement pris à l'égard du Conseil de tutelle d'établir un Parlement territorial au plus tard en 1965. Les Etats-Unis ont poursuivi d'étroites consultations avec le Conseil de la Micronésie. Ce dernier s'est réuni deux fois pour étudier les dispositions afférentes à une législation territoriale. Chaque session a été marquée par des débats libres, ouverts, sérieux et les recommandations essentielles du Conseil sont inscrites dans un projet d'ordonnance créant le Congrès de la Micronésie. Nous sommes heureux de disposer maintenant des recommandations complètes de la mission de visite. Ces recommandations et le projet d'ordonnance en question sont actuellement à l'étude des fonctionnaires compétents du Gouvernement des Etats-Unis. Nous espérons que des élections auront lieu en automne 1964 et que, en 1965, un Congrès de la Micronésie fonctionnera de façon efficace.

J'ai délibérément maintenu mes observations dans un cadre réduit étant donné la discussion intensive, portant sur l'évolution du territoire sous tutelle, qui a eu lieu l'année de la mission de visite. Bien des programmes mis en route par mon gouvernement portent maintenant leurs effets, comme la mission de visite peut l'attester. Ces programmes sont le résultat d'une planification longue et intensive ainsi que d'un examen sur place. C'est un processus constant et qui, nous le pensons, se poursuit dans l'intérêt le meilleur du peuple micronésien.

Puis-je maintenant demander au Conseil de bien vouloir autoriser le Haut Commissaire, M. Goding, à prendre place à la table du Conseil et à présenter son rapport?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom du Conseil, je tiens à dire combien nous sommes heureux de jouir de la présence d'un groupe de Micronésiens qui se trouvent aujourd'hui parmi nous et de souhaiter la bienvenue à un ancien ami, le Haut Commissaire, M. Goding, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration liminaire.

Sur l'invitation du Président, M. Goding, représentant spécial pour le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique sous administration des Etats-Unis, prend place à la table du Conseil de tutelle.

M. GODING (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est pour moi un grand honneur et un grand privilège que de venir à nouveau devant le Conseil de tutelle en tant que représentant spécial de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

L'année qui vient de s'écouler a été remarquable sous plusieurs aspects. Elle a été marquée par la visite de la sixième mission de visite des Nations Unies et par la fin de notre première année complète de mise en œuvre d'un programme considérablement étendu dans presque chaque domaine de nos opérations, mais plus particulièrement dans celui de l'enseignement primaire.

La mission de visite de 1964, qui a passé approximativement six semaines dans le territoire, a voyagé considérablement plus, je crois, que n'importe quelle autre mission de visite. Par avion, bateau, jeep, camion et tous autres moyens de transport, la mission a traversé le territoire sous tutelle d'un bout à l'autre, prenant contact avec les Conseils élus, les Chambres de districts, tenant des réunions publiques et ayant de nombreuses conférences avec les fonctionnaires de l'administration et avec des citoyens micronésiens. Cette mission de 1964 s'est distinguée à plusieurs titres. L'un de ses membres les plus anciens, le représentant de la Chine, avait été président de la mission de 1959 et, de ce fait, il a pu donner à la mission une perspective fondée sur une analyse de première main et personnelle des conditions locales. Le Président de la mission qui est aujourd'hui le Président du Conseil, M. Frank Corner, a fait bénéficier la mission de sa connaissance très spéciale de la région du Pacifique. La mission s'est aussi distinguée à un titre unique, si je ne me trompe, en ce sens, qu'elle comptait en son sein, la première femme qui ait jamais fait partie d'une mission de visite. Le représentante du Libéria, Mlle Angie Brooks, a été une véritable

M. Goding

inspiration pour les femmes du territoire. La mission fut un groupe consciencieux et qui a fourni un travail considérable. Elle a tenu patiemment de longues heures de séances avec divers comités et délégations et a subi avec bonne humeur et patience l'inconfort de voyages dans des régions éloignées. Elle a été la première à se rendre dans la partie la plus méridionale de notre groupe d'îles, faisant un voyage par avion jusqu'aux atolls polynésiens de Nukunoro et de Kapingamarangi.

M. Goding

Au nom de l'Autorité administrante je voudrais remercier le Président de la Commission, l'Ambassadeur Corner, pour le rapport très documenté et fort utile qu'il a fourni et l'assurer, lui et le Conseil, que les recommandations de la mission de visite seront suivies dans toute la mesure du possible.

Etant donné le rapport très détaillé établi par la mission de visite et dont le Conseil a connaissance, compte tenu également de notre rapport annuel concernant l'année fiscale de 1963, je ne ferai qu'exposer brièvement les grandes lignes de nos programmes depuis juin 1963 à aujourd'hui. Je désire assurer le Conseil que je serai toujours prêt à répondre, comme je l'ai fait au cours de précédentes sessions, à toutes les questions que les membres pourraient avoir à me poser ou à fournir tous renseignements complémentaires sur tel ou tel programme.

Comme je l'ai dit au cours de la trentième session du Conseil, le Congrès des Etats-Unis a autorisé en juillet 1962 une augmentation des crédits les faisant passer de 7,5 millions de dollars à 17,5 millions de dollars nous permettant ainsi de présenter une demande de crédits plus élevée. Pour l'année fiscale 1963, le Congrès a alloué 15 millions de dollars, dont la plus grande partie a été consacrée à l'accélération du programme d'enseignement élémentaire. Une autre somme de 15 millions de dollars a été allouée également pour l'année fiscale 1963 qui vient de se terminer, et je suis heureux de signaler que pour l'année prochaine (qui commencera le 1er juillet) une allocation de 17,5 millions de dollars a déjà été approuvée par la Chambre des représentants et par le Appropriations Committee du Sénat. On attend maintenant la décision définitive du Sénat et je ne doute pas que cette augmentation substantielle du budget ne reçoive son approbation comme elle a reçu celle de la Chambre des représentants.

Au cours de cette session je voudrais souligner ce que nous pensons avoir réalisé aujourd'hui grâce à cette augmentation des crédits et ce que nous espérons faire encore dans les prochaines années. Dès maintenant je veux attirer l'attention sur le fait que notre allocation annuelle de crédits a été plus que doublée l'an dernier et qu'une autre augmentation substantielle est prévue pour cette année.

M. Goding

En septembre 1963 nous avons pu accorder une augmentation importante du salaire horaire de la majorité des employés du Gouvernement micronésien des catégories A et B du Micronesian Title and Pay Plan. De même, les salaires annuels des Micronésiens occupant des postes professionnels de grade supérieur et des postes exécutifs, ont été augmentés dans une proportion supérieure à 25 p. 100.

Les travailleurs micronésiens ont également bénéficié d'allocations supplémentaires. A titre de mesure préliminaire, avant que ne soit créé un système de pension de retraite pour les employés micronésiens, un programme d'indemnité au décès a été établi, lequel prévoit le paiement d'une certaine somme à verser à la famille de tout employé micronésien qui meurt au service du gouvernement. Un programme de congé de maladie, semblable à celui dont bénéficient les fonctionnaires des Etats-Unis, a également été créé l'an dernier. Bien entendu ces mesures - et d'autres de même nature - n'ont qu'un caractère intérimaire jusqu'au moment où un système de sécurité sociale aura été créé pour les travailleurs micronésiens.

Je suis heureux de faire connaître que les Micronésiens qualifiés occupent de plus en plus des postes administratifs importants. Dans le district de Ponape, M. Falcam a été nommé administrateur adjoint. Je suis certain que la mission de visite témoignera de la compétence de ce jeune administrateur qui a rempli avec distinction et efficacité les fonctions d'administrateur adjoint du district pendant toute la période que la mission a passée dans le district de Ponape. Trois autres Micronésiens ont été nommés ce mois-ci à des postes d'administrateurs adjoints de district. M. Thomas Remengesau, qui est ici en tant que membre de la délégation des Etats-Unis a été nommé administrateur assistant du district de Palau pour les affaires publiques. Dans notre plus large district, à Truk, M. Raymond Setik a été nommé administrateur assistant chargé des services administratifs tandis que M. Tosiwo Nakayama s'est vu attribuer le même titre pour les affaires publiques. Les membres de la mission de visite se souviendront de M. Setik car il a déjà rempli ses fonctions à titre intérimaire au cours de leur voyage. M. Nakayama est également connu des membres du Conseil puisqu'il y était en 1961, alors qu'il siégeait en tant que conseiller de la délégation des Etats-Unis.

M. Goding

Dans trois de nos six districts, les fonctions d'ajoint aux postes supérieurs de l'Administration sont maintenant exercées par des Micronésiens et des préparations sont en cours pour que les postes similaires des autres districts soient confiés à des fonctionnaires administratifs micronésiens. Nous en sommes au point où tous les Micronésiens jeunes et capables sont préparés à assumer des fonctions chargées de responsabilités. Nous avons l'intention d'accélérer cette tendance, en ayant recours au personnel américain chaque fois que ce sera nécessaire, et plus particulièrement dans le domaine des conseillers, des médecins et des techniciens.

Dans des services secondaires, moins fascinants mais non moins importants, le mouvement de remplacement continue aussi. Le dernier administrateur étranger de l'hôpital de Yap a été remplacé ce mois-ci par un membre du personnel local. Un fonctionnaire adjoint des services de ravitaillement de Truk occupe le poste directeur de la section de ravitaillement depuis un mois.

Avec l'extension intense des programmes actuellement en voie de développement, le volume du travail à tous les échelons de l'Administration s'est considérablement accru. Ceci signifie également un accroissement du personnel à la fois local et expatrié. Cette évolution a aussi accru la nécessité d'une formation spécialisée à tous les échelons permettant de répondre à la demande créée par l'élargissement des programmes. En parlant des activités de la fonction publique, j'ai l'intention de décrire brièvement les types de formation spécialisée que nous avons entrepris mais, je voudrais dès maintenant ajouter qu'outre notre programme régulier de bourses, nous nous proposons de donner à plus de 150 employés ainsi qu'à d'autres personnes privées la possibilité de recevoir une formation sur place, selon leurs aptitudes propres, dans des organisations à Hawaï, aux Etats-Unis aussi bien que dans des centres de formation spéciale qui seront organisés cette année sur le territoire.

L'année dernière une attention toute particulière a été accordée à un examen approfondi de l'organisation administrative car j'ai senti depuis longtemps la nécessité d'une meilleure coordination et d'une plus grande démarcation dans les programmes en voie d'exécution au niveau de la direction. Le résultat a été une complète réorganisation, d'où la création de quatre divisions supérieures

M. Goding

des responsabilités, chacune dirigée par un commissaire adjoint. Ces divisions seront ainsi réparties : les affaires publiques, les services communautaires (programmes médical et d'enseignement), division du développement et des ressources, et enfin un service des opérations fiscales et administratives. L'application de cette réorganisation est actuellement en cours et je suis certain qu'une répartition plus équitable et plus réaliste des responsabilités, de même qu'une coordination plus effective de nos efforts ne peuvent qu'en résulter.

Comme la mission de visite l'a remarqué dans son rapport, notre nouvelle politique en matière d'enseignement a été à la base de notre tâche et des plans prévus pour un développement accéléré. Il y a un an un programme de construction de nouvelles écoles élémentaires a été lancé, prévoyant un total de 522 nouvelles classes et de 255 logements pour des instituteurs venant des Etats-Unis, constructions qui doivent être achevées à la fin de 1965. Au cours de l'an dernier, 234 nouvelles classes et 104 maisons à l'usage des maîtres ont été construites; on prévoit pour cette année la construction de 175 nouvelles classes et de 105 maisons pour les instituteurs.

M. Goding

Pour s'assurer que les nouvelles écoles primaires recevront les fournitures et l'équipement nécessaires, on a prévu une allocation de 3 400 dollars par classe, dans le budget, sous cette rubrique. Le mobilier scolaire sera, pour la plus grande partie, construit par des firmes locales, comme l'a noté dans son rapport la Mission de visite. Au cours des deux derniers mois, deux contrats supplémentaires ont été conclus pour le mobilier scolaire, l'un avec les travailleurs du bois de Palau et l'autre avec la Compagnie micronésienne de construction de Saipan.

L'enseignement secondaire est maintenant donné dans tous les districts grâce à la création d'écoles supérieures de district. A partir de septembre 1962, le dixième grade a été ajouté aux écoles secondaires de district; l'année dernière, on a ajouté un onzième grade et à partir de l'automne prochain, un douzième grade entrera en fonction. En outre, une nouvelle école secondaire a été créée à Anso, Ulithi, l'année passée et en septembre 1964, un dixième grade sera ajouté à l'école secondaire de Kusaie. Cela, je pense, intéressera les membres de la Mission de visite parce que la Mission, au cours de sa visite dans cette île, a reçu une demande pour l'agrandissement de l'école de Kusaie.

Le nombre des bourses a doublé au cours de l'année à l'étude et on envisage un accroissement analogue pour l'année à venir. Avant de quitter le Territoire pour venir assister à cette session du Conseil, j'ai annoncé l'attribution de 60 bourses scolaires dans des domaines généraux, de 12 bourses dans des domaines spécialisés et de 12 subventions sur les plans prémédical ou paramédical. Par l'entremise du Centre est-ouest, 25 étudiants ont reçu des subventions spéciales au cours de l'année dernière et 6 étudiants ont bénéficié de bourses scolaires jusqu'à la fin de leurs études, de la part de cette institution. Nous espérons qu'un nombre analogue de subventions sera accordé par le Centre cette année. Plus de 100 étudiants de niveau secondaire seront inscrits dans les universités et les collèges grâce à des bourses au cours de la prochaine année scolaire. Il y aura une autre centaine d'étudiants qui poursuivront leurs études universitaires à leurs propres frais ou en combinant leurs ressources privées et l'aide de l'administration.

Un inspecteur de l'enseignement des adultes va être attaché au personnel enseignant de chaque district, en automne prochain, et on prévoit également à cette époque, un fonctionnaire de cette catégorie au niveau du siège. Indépendamment des responsabilités qui leur incomberont en ce qui concerne le programme complet de l'enseignement des adultes, ces inspecteurs seront chargés des émissions radiophoniques à l'usage de l'enseignement des adultes; en tant que tels, ils coopéreront de façon étroite avec les spécialistes chargés de préparer les programmes de radio et leurs directeurs dans chaque district.

Le Centre d'enseignement normal micronésien de Ponapé a produit sa première classe de 25 instituteurs, cette année, et il a maintenant doublé le nombre des membres de son personnel et celui de ses élèves. Le Centre fonctionne en vertu d'un contrat passé avec l'Université d'Hawaï. En automne prochain, cependant, un membre micronésien qualifié du personnel se joindra aux membres du Centre de l'Université d'Hawaï.

Au paragraphe 61 du rapport de la Mission de visite, cette dernière a approuvé une proposition tendant à envisager la nomination d'un inspecteur des services de bibliothèque. Je regrette qu'il y ait eu à ce sujet un malentendu car nous avons déjà un fonctionnaire de cette catégorie en service depuis l'année dernière. Son quartier général est maintenu à PICS, à Ponapé et non pas à Saipan, notre siège administratif, et c'est peut-être ce qui a donné lieu au malentendu. Cependant, il est en fonction et au cours de l'année dernière, il a amélioré les procédés en vigueur pour aider les administrateurs de l'enseignement de district à réorganiser les bibliothèques des écoles secondaires et pour leur conseiller de créer de petites bibliothèques dans les nouvelles écoles primaires. Le mois prochain, en coopération avec la Commission du Pacifique Sud et avec le Gouvernement de Guam, un programme de formation destiné à l'instruction des bibliothécaires de la région du Pacifique sera mis sur pied à Guam. Nous espérons que 14 de nos bibliothécaires locaux suivront ces cours.

Dans le cadre de notre programme concernant l'enseignement de la langue anglaise, on a centralisé les efforts vers la préparation de professeurs grâce à des textes et du matériel appropriés, spécialement au cours des années élémentaires,

et la formation de professeurs pour l'application des méthodes modernes à l'enseignement des langues. Des cercles d'études pour les professeurs de langues micronésiens et américains ont été organisés dans tous les districts.

Notre centre de production littéraire a été amplifié grâce à la nomination de l'ancien directeur des services de propulsion littéraire du Commissariat du Pacifique Sud en tant que nouveau chef de notre centre. L'une de ses premières tâches sera d'analyser et d'évaluer la production littéraire courante et les besoins du Territoire en matière de documents imprimés. On considère avec faveur la création d'une imprimerie moderne.

Nous avons étendu de façon substantielle le programme de développement communautaire et nous envisageons une nouvelle extension en la matière, cette année. Conformément à notre programme de "projets pilotes" communautaires dans les régions défavorisées, nous nous proposons de mettre l'accent sur le concept "d'autoassistance" dans le cadre duquel les efforts conjoints du gouvernement et de la population peuvent améliorer les conditions de la communauté dans les domaines économique, social et culturel.

Le Conseil de la Micronésie a tenu, au cours de l'année, deux sessions qui l'une et l'autre ont consacré la plus grande partie de leur temps à des recommandations relatives à la formation d'une assemblée législative du Territoire. Les recommandations fondamentales du Conseil ont fait l'objet d'un projet d'ordonnance demandant la formation d'un "congrès de Micronésie". Des exemplaires de ce projet ont été distribués aux membres de la Mission de visite au cours de leur séjour dans le Territoire sous tutelle. Depuis cette époque, une étude approfondie a été consacrée aux diverses dispositions de ce projet. Bien que les décisions finales n'aient pas encore été formulées sur tous les aspects de la proposition, nous envisageons la tenue d'élections pour l'assemblée législative, en automne prochain; nous espérons être en mesure de le faire et d'atteindre notre but de 1965 en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un organe législatif.

Dans cinq districts, au cours de l'année, les conseils législatifs de district ont fait des recommandations en vue de réviser les chartes en vigueur afin d'unifier leur organisation. De nombreux organes législatifs étaient auparavant de taille peu maniable. La Mission de visite a eu l'occasion de prendre contact

avec les effectifs complets des organes législatifs de district dans les Mariannes, à Palau, à Yap et dans les districts de Truk, ainsi qu'avec les comités législatifs à Ponapé et aux Marshalls. L'une des tâches politiques majeures consistera à l'avenir à délimiter nettement l'autorité entre le nouvel organe législatif du Territoire et les comités législatifs de district. Un problème supplémentaire dont nous sommes parfaitement conscients est le besoin d'un enseignement politique fondamental au niveau municipal.

La production de coprah, qui représente la principale source économique locale, a continué de progresser. La teneur des exportations de coprah a représenté un revenu de 1,9 million de dollars au cours de l'année fiscale que nous considérons. La production a augmenté l'année dernière et si cette augmentation, enregistrée au cours des dix premiers mois de l'année, continue à se manifester pendant deux mois encore, nous escomptons que quelques 13 800 tonnes de coprah seront exportées, représentant un revenu dépassant 2 225 000 dollars. Grâce à l'amélioration des procédures de transports par mer et des méthodes d'écoulement de produits, ainsi qu'à une légère augmentation des prix mondiaux, nous avons constaté que le Copra Stabilisation Board a été en mesure de permettre deux augmentations de prix pendant l'année, pour les producteurs de coprah; par ailleurs, on a pu noter une augmentation du fonds de réserve de la Copra Stabilisation Board qui, de 227 000 dollars a passé à 711 000 dollars. Cela peut sembler insignifiant comme augmentation, mais le Conseil se souviendra que la chute des prix au cours des deux dernières années, avait provoqué une baisse de plus d'un million de dollars à moins de 500 000 dollars pour le fonds en question. Au cours des deux années où les prix du coprah n'ont cessé de baisser, l'administration a maintenu des prix stables pour les producteurs grâce à des prélèvements sur ce fonds. Si la tendance actuelle continue de se manifester, il semble que le Conseil sera à même de garantir des augmentations de prix analogues aux producteurs, au cours de cette année, ainsi que de consolider les réserves du fonds de stabilisation du coprah.

L'événement économique le plus significatif de l'année a été la construction d'une usine de transformation des produits de la pêche dans le district de Palau en vertu d'un accord passé avec la Van Camp Sea Food Corporation. Le mois dernier, des matériaux destinés à la construction d'un dépôt de réfrigération et d'autres installations ont été reçus à Palau. L'une des dispositions de l'Accord prévoit

H. Goding

la formation de Micronésiens pour la pêche au thon et sur les côtes, l'installation d'usines dans lesquelles on prévoit que quelque 60 Micronésiens ou davantage seront employés dans la phase initiale. Six bâtiments thoniers de 25 tonnes sont en cours de construction et seront prêts à fonctionner depuis Koror aux environs du 1er juillet 1964. A l'origine, 48 Micronésiens étaient employés comme apprentis pêcheurs. Des entreprises de construction locales de Palau participent à l'établissement d'un bâtiment qui pourra abriter quelque 120 pêcheurs de thon. On envisage également la construction d'autres installations, y compris un dépôt réfrigérateur de 1 500 tonnes de poisson, des machines pour fabriquer la glace, des réservoirs d'eau, des bureaux et des maisons d'habitation pour le personnel spécialisé et le personnel de direction.

L'administration continue d'envoyer des apprentis à Hawaï pour leur apprendre à pêcher le thon. A l'heure actuelle, quelque 23 d'entre eux suivent cette formation intensive à bord de thoniers depuis les ports hawaïens et on envisage de faire bénéficier d'autres apprentis de cette même formation. Grâce à ce groupe d'apprentis pêcheurs, nous espérons pouvoir former un noyau de pêcheurs de thon expérimentés qui pourront, à leur tour, former d'autres Micronésiens au niveau local.

M. Goding

La plupart des projets pilotes dans le développement des pêcheries locales ont été, jusqu'à maintenant, concentrés à Palau. Avec la création d'un complexe commercial de pêcheries sur une large échelle, nous nous proposons maintenant de créer un projet pilote de pêcheries dans le district de Truk. Ceci permettra le transfert de la plus grande partie de l'effort de développement des pêcheries fraîches où l'accent sera donné au développement d'une industrie de la pêche capable de répondre à toutes les demandes locales en poisson frais. Un fonctionnaire des pêcheries demeurera à Palau pour surveiller le programme des pêches mais on estime à l'heure actuelle que l'accent doit être mis sur la création de facilités pour la pêche à Truk qui est notre district le plus important. Le recrutement d'un personnel supplémentaire pour le développement des pêches fait également partie des plans prévus pour l'année prochaine.

La construction de bateaux à Palau est en voie d'accroissement. La Palau Boatbuilders Association a, au cours de l'année, terminé et vendu plus d'une douzaine de bateaux et quinze autres sont en commande. La Palau Boat Yard a été créée en tant que projet pilote gouvernemental sous la direction de l'Administration Boat Builder et a actuellement en construction un thonnier de 75 pieds pour le projet de pêcheries locales. La Palau Boat Yard servira également de centre de formation accélérée pour les constructeurs de bateaux de tout le territoire.

Le développement des unions coopératives et de crédit a été extrêmement aidé, au cours de l'année passée, par les services du Directeur adjoint du commerce et de l'industrie, par le Gouvernement du Papua et de la Nouvelle-Guinée, qui ont assigné pendant six mois un fonctionnaire chargé de coopérer avec le Territoire sous tutelle. Au cours de cette période, on a préparé une législation concernant la création et le statut d'associations coopératives et d'unions de crédit, et on préparé des articles standards d'incorporation et de règlement pour les unions de crédit. Le mois dernier, un fonctionnaire permanent de coopération a été adjoint à mon personnel. En outre, un fonctionnaire de coopération a été nommé dans le district de Palau et un autre vient d'être nommé pour le district de Ponape. Le recrutement d'un officier de coopération pour Truk est en cours actuellement. Nous renforçons ainsi les services fournis aux coopératives locales et aux unions de crédit.

M. Goding

Le Conseil se rappellera qu'à sa treizième session, j'ai parlé du Fonds de prêts pour le développement économique, qui a été créé pour stimuler les sorts des entreprises locales. Ce Fonds dispose maintenant de 200 000 dollars et 100 000 dollars supplémentaires lui seront attribués après le 1er juillet 1964. En outre, le Chartered Trading Company Loan Fund possède déjà environ 370 000 dollars. Si la législation actuellement pendante devant le Sénat des Etats-Unis est adoptée, nous nous proposons de faire entrer le Chartered Trading Company Loan Fund dans le General Economic Development Fund. Ceci nous fournira des fonds importants pour des prêts de développement et pour des garanties d'emprunt.

L'Economic Development Loan Committee, qui compte deux membres micronésiens, a été très actif pendant la période que nous examinons. Des prêts à court terme ont été faits pour des entreprises telles que le Micronesian Products Centre dans le but de fournir des fonds pour l'achat de matériel d'entreprises artisanales; ces prêts ont été accordés également à la Palau Handicraft and Woodworker's Guild pour lui permettre de se procurer du mobilier pour le programme accéléré de l'école d'éducation élémentaire, à la Metalanim Housing Co-operative, de Ponape, afin de lui faciliter l'achat de matériel de construction pour des coopératives de logements à bon marché, et à la Rota Shipping and Business Corporation pour lui permettre d'acheter un bateau à moteur pour le transport des produits frais, de viande, de poisson et de passagers entre Rota et Guam. D'autres prêts ont financé une opération, à petite échelle, de pêcheries locales à Saipan; l'agrandissement d'une scierie locale à Rota; la création d'un atelier de réparation de radios et la création d'un atelier de réparation de matériel électrique.

D'autre part, l'Economic Development Loan Fund a garanti environ 104 000 dollars d'emprunts près de banques commerciales. Ces garanties comprennent un emprunt de la Kwajalein Importing and Exporting Company pour lui permettre d'accroître son fonds de roulement. Un prêt a été accordé à un homme d'affaires de Saipan pour construire un super marché. Un prêt de garantie a été consenti à une femme d'affaires de Saipan pour l'achat et l'installation de machines et d'équipement pour le traitement de la racine de manioc destinée à la fabrication de l'amidon. Un prêt a été accordé pour la création d'un motel de tourisme à Saipan.

M. Goding

L'accent a été mis, au cours de l'année écoulée, sur l'emploi des entrepreneurs locaux aussi souvent que possible, pour le programme de construction accélérée d'écoles élémentaires. C'est ainsi que la Palau Handicraft and Woodworker's Guild s'est vue octroyer un contrat s'élevant à 133 000 dollars pour la fabrication de mobilier d'école pour la nouvelle école élémentaire en construction. La Metalanim Housing Corporation a reçu un contrat de construction de dix nouvelles écoles élémentaires dans l'île de Ponape et la Micronesian Construction Company de Saipan a reçu un contrat de 142 000 dollars pour la fabrication de mobilier scolaire. En outre, plus de vingt petits contrats de différentes sortes ont été accordés à différents individus, à travers le territoire. D'autre part, bien que le contrat pour la création de 90 maisons d'instituteurs ait été accordé à un groupe d'entrepreneurs de l'extérieur, dans certaines régions telles que Ponape, cette firme a passé des sous-contrats avec la Metalanim Housing Corporation pour la construction de maisons d'instituteurs dans l'île de Kusaie.

Bien que peu important encore, le tourisme dans le territoire a reçu un élan dans le district des Mariannes et dans celui de Palau. Dans les Mariannes, un motel privé est en construction et plusieurs groupes locaux ont des plans pour le développement d'hôtels de type tourisme. A Palau, le Bureau des voyages de Palau a été créé et il a patronné un voyage organisé spécial pendant la foire annuelle de Palau qui s'est tenue au début de ce mois.

Le personnel du siège social de l'agriculture a été renforcé par l'addition d'un directeur adjoint de l'agriculture chargé de la responsabilité des travaux d'extension agricole et de la préparation de la documentation. La nomination d'un entomologiste adjoint micronésien, la nomination d'un pathologiste et le recrutement d'un technicien de la culture du riz chargé d'un projet pilote de culture de riz à Ponape, sont en cours. La nomination d'un personnel forestier a été également approuvée mais le poste n'a pu être rempli à la fin de l'année.

L'expérience d'une industrie du poivre à Ponape a atteint un point où un projet pilote de culture du poivre par les fermiers locaux est garanti. En conséquence, un projet a été mis sur pied, selon lequel 400 fermiers locaux seront chargés de planter du poivre de jardin pendant les quatre prochaines années. Environ 50 jardins de poivriers ont maintenant été créés.

M. Goding

Le développement du projet de rizières à Metalanim suit son cours. Des facilités pour le traitement du riz et un équipement adéquat ont été mises à la disposition des intéressés et un technicien du riz doit venir, le mois prochain, surveiller ce projet pilote. Les fermiers de Ponape intéressés à ce projet ont déjà défriché quelque 20 acres de terres à rizières en attendant l'arrivée du technicien du riz.

A Truk, un projet de développement de la fibre de cocotier a reçu tout son équipement et détermine actuellement les techniques de production maxima et le fonctionnement du matériel, la formation du personnel, les coûts de production, la manipulation, le tri et l'emballage de la fibre. La mission de visite se rappellera que, au cours de son inspection du projet concernant la fibre de coco, une certaine partie de l'équipement n'était pas encore arrivée. J'ai le plaisir de dire que ce projet fonctionne maintenant.

Une division de la pathologie des plantes a été créée à Ponape pour combattre l'expansion du cancer du cacao qui s'est développé au cours des deux années passées. Un laboratoire équipé de façon moderne a été fourni et un pathologiste des plantes doit visiter les centres spécialisés du cacao en Amérique centrale, cet été, afin d'étudier les méthodes de prévention de la maladie. Dans les districts de Truk et de Ponape, l'expansion du cancer du cacao a été arrêtée grâce à une surveillance stricte de toutes les plantations de cacao, grâce à l'émondage et au brûlage des arbres malades. Un programme d'éducation intensive concernant les méthodes salutaires du traitement du cacao est poursuivi par des agents de l'expansion agricole dans nos régions de production de cacao.

De nouvelles plantations de cacao ont été faites cette année à Truk, à Ponape, à Kusaie et à Palau et des subventions pour la culture du cacaoier, ont été accordées au fur et à mesure des plantations. L'exportation du cacao est encore peu importante car le cacao est conservé pour être utilisé comme graine de plantation. Cependant, au cours de l'année, 19 tonnes de cacao environ ont été exportées; c'est une petite quantité, mais elle représente le double de ce qui a été exporté l'an dernier. Les graines du Territoire sous tutelle se sont toujours vendues à un prix avantageux, c'est-à-dire 3 ou 4 centimes au-dessus du prix du marché mondial.

M. Goding

L'amélioration des plantations de cocotiers s'est poursuivie en tant que part intégrale du développement agricole général. De nouvelles plantations et des opérations de repiquage ont eu lieu avec quelque 200 000 graines de cocotier sélectionnées qui ont été plantées par les cultivateurs dans tout le territoire.

A Palau, le projet Ramie a atteint son but qui était de mettre en culture 60 acres. Aux termes du projet pilote, l'équipement, les engrais, les charrues et les insecticides ont été fournis aux cultivateurs participant à ce projet pilote.

M. Goding

Le succès du programme de l'élimination de la mouche du fruit à Rota, grâce à la technique de la mouche stérile utilisée par le Département de l'agriculture des Etats-Unis, a fait prendre la décision de poursuivre le programme à Saipan et à Tinian et un programme semblable y a été entamé. On espère qu'aussi bien la mouche du melon que la mouche du fruit oriental disparaîtront bientôt des îles Mariannes septentrionales.

Le district des Mariannes a été constitué en centre de bétail pour le Territoire sous tutelle et l'introduction des races de taureaux et de génisses Santa Gertrudis et Angus, venant des Etats-Unis, a eu lieu. L'amélioration des pâturages et du fourrage a représenté un progrès majeur. Grâce à une organisation améliorée, le bétail appartenant au gouvernement dans le district des Mariannes a augmenté sa production de veaux de 16 à 175 p. 100 au cours de l'année. La distribution de volailles et de porcs de races améliorées s'est aussi poursuivie.

Dans tous les districts, de nouvelles stations agricoles améliorées sont en construction et de nouveaux équipements agricoles ont été acquis pour elles. L'Institut agricole du Territoire sous tutelle a accordé des diplômes à 16 élèves en août 1963 et un second groupe de 26 élèves a commencé les classes en mars 1964. Quatre travailleurs agricoles micronésiens ont été choisis pour participer à un cours d'horticulture insulaire pratique à Hawaï et Samoa. Des plans préliminaires ont été faits en collaboration avec l'Institut d'échange technique et le East West Center pour tenir un séminaire sur les cocotiers en juillet 1964 à Matalanim Ponape, auquel participeraient 30 producteurs micronésiens de cocotiers et des agronomes. Des spécialistes en cocotiers, de toute la région du Pacifique, se joindront à ce séminaire.

Deux jeunes Micronésiens, cet été encore, recevront un diplôme en agriculture tropicale et viendront rejoindre le personnel agricole du district. En outre, 12 bourses seront offertes encore cette année dans le domaine de l'agriculture.

M. Goding

Nous faisons des progrès rapides dans l'amélioration de notre programme de santé publique. Grâce à des appropriations accrues nous avons été en mesure de porter le budget d'opérations de 601 270 dollars pour l'exercice financier 1962 à 933 526 dollars pour l'exercice financier 1963 et à 1 350 000 dollars pour l'année courante 1964. Pour l'exercice financier prochain qui commencera en juillet, il a été prévu dans le budget une somme de 2 120 000 dollars pour les services médicaux et les programmes de santé publique. En bref, en moins de deux ans, les services médicaux et de santé publique ont plus que triplé. En outre, dans le cadre du programme de construction, deux nouveaux hôpitaux ont été bâtis, l'un à Palau et l'autre dans les Marshalls et un nouvel hôpital complet pour Truk est prévu pour l'année qui vient. Un hôpital dans le district des Mariannes a également été terminé il y a un an et demi.

Au cours des dix derniers mois, un certain nombre d'importants programmes de santé publique ont été soit menés à bien, soit bien avancés.

Six médecins ont été nommés comme consultants et comme docteurs et il y en a un dans chacun des hôpitaux de district. Cinq de ces médecins ont pris leurs fonctions et nous espérons que le sixième arrivera le mois prochain. Au centre, un nouveau directeur des services médicaux et un directeur adjoint de ces services ont été nommés ainsi qu'un chef de la santé publique, ce qui renforce considérablement notre personnel médical au niveau du Territoire. Je suis heureux de pouvoir vous dire que le nouveau "chef de la santé publique" est un Micronésien.

Cette année, 110 000 dollars ont été dépensés pour organiser un programme d'immunisation dans tout le Territoire et la première phase en est terminée aux deux tiers à peu près. Une nouvelle somme de 100 000 dollars pour poursuivre le programme d'immunisation est comprise dans le prochain budget des services médicaux. Le programme d'immunisation prévoit pour chaque Micronésien une série complète pour la polio, la diphtérie, la petite vérole, la coqueluche, le tétanos, la typhoïde, la paratyphoïde et le BCG pour accroître leur résistance à la tuberculose. A la fin de juin, quelque 65 000 personnes sur une population de 85 000 auront été ainsi immunisées.

M. Goding

Un programme de contrôle de la tuberculose se poursuit activement. Il faut noter l'établissement, au cours de l'année, d'un système d'enregistrement des tumeurs dans le Territoire.

Le programme de réhabilitation après la polio se poursuit dans le district des Marshalls. Le centre de réhabilitation de polio sera bientôt terminé. Deux thérapeutes des Etats-Unis ont été nommés à ce centre et ont appliqué leur programme de thérapie spéciale pour les enfants atteints de ce mal pendant presque toute l'année. Nous nous proposons d'utiliser le nouveau centre de réhabilitation non seulement pour les malades atteints de poliomyélite mais également en tant que centre d'orthopédie pour tout le territoire.

La formation de personnel médical et paramédical micronésiens a considérablement augmenté grâce à un programme commun avec le East West Center d'Hawaï; un cours spécial pour les fonctionnaires médicaux et les infirmières a été organisé. Un premier groupe d'entre eux a terminé le premier cours en avril et un second cours se poursuit. Ce programme continuera jusqu'à ce que tous les fonctionnaires médicaux et les infirmières micronésiens aient pu profiter de cette formation dans des hôpitaux et des cliniques d'Hawaï. Un centre de formation pour le personnel sanitaire et les travailleurs sociaux du Territoire sous tutelle est prévu pour juin à Truk, sous les auspices du Territoire sous tutelle et du East West Center et on pense que 40 personnes y participeront. Un autre programme de formation, organisé à l'intérieur des services, est mis au point avec l'aide de fonctionnaires du East West Center; il s'agit d'un cours spécialisé de formation pour les infirmières diététiciennes. Il y a également un cours spécialisé de formation pour les techniciens de laboratoire et pour les administrateurs d'hôpitaux locaux.

Différents membres du personnel de la santé publique ont suivi des conférences médicales ou sanitaires à l'étranger au cours de l'année. L'infirmière en chef du Territoire et l'infirmière en chef de l'hôpital de Saipan se sont rendues à une conférence de l'école d'infirmières de Fidji. Une diététicienne a assisté à un cycle d'étude sur la nutrition organisé sous les auspices de l'OMS à Manille. Le chef des services de la santé publique s'est rendu à une conférence de l'OMS

M. Goding

à Manille et le directeur adjoint des services médicaux doit se rendre en juin à une conférence de l'OMS à Manille sur les programmes nationaux de santé. Les membres du personnel local ont toutes les possibilités d'élargir leurs vues et de prendre des contacts au cours de conférences internationales. Un fonctionnaire médical de Saipan a reçu au début du mois un diplôme de l'école de santé publique de l'université des Philippines, grâce à une bourse de l'OMS. C'est le deuxième fonctionnaire médical micronésien qui termine avec succès ses études dans le domaine de l'administration de la santé publique. En outre, un fonctionnaire médical de Yapé a reçu également une bourse de l'OMS pour cette année dans le même domaine.

Le programme d'études médicales a également été grandement intensifié. Douze bourses spéciales d'éducation prémédicale ont été accordées cette année et les bénéficiaires viendront se joindre aux 12 étudiants qui se trouvent maintenant dans les collèges des Philippines, de Guam, d'Hawaï et des Etats-Unis. Les fonds de formation médicale prévus pour l'exercice financier qui vient ont été accrus de 100 p. 100. Un navire-hôpital va bientôt permettre à l'administration d'améliorer les services médicaux dans les districts où des îles éparpillées posent un problème spécial dans ce domaine.

Un programme de construction de dispensaires dans la campagne, avec leur équipement et des stocks appropriés de drogues, est en voie d'exécution. Ce programme a fait l'objet d'une attention particulière pour l'année à venir et des cours de perfectionnement constituent une phase importante de ce programme.

Au cours de l'année, le Territoire a de nouveau connu plusieurs épidémies d'influenza. Ces épidémies de faible importance reviennent presque tous les printemps et tous les automnes dans le Territoire en dépit de toutes les précautions que nous pouvons prendre. Par exemple, le mois dernier, une épidémie d'influenza de type gastro-intestinale s'est déclarée à Truk et dans les Marshalls. Cette influenza pourrait être appelée grippe d'été; elle dure trois jours mais en raison de la façon de vivre des Micronésiens et de certains facteurs inhabituels, comme par exemple une sécheresse prolongée à Truk, l'épidémie s'est propagée avec une rapidité rare. Une aide d'urgence sous la forme de médecins, d'infirmières et

M. Goding

de remèdes a été envoyée à Truk. Une quarantaine a été établie pour empêcher la propagation à d'autres districts. Cette quarantaine nous a permis d'empêcher que la grippe ne gagne l'île voisine de Ponape et une équipe de la santé publique des Etats-Unis a été amenée par avion dans le Territoire pendant l'épidémie pour analyser le type de l'influenza. Les rapports préliminaires indiquent qu'il ne s'agissait pas d'une variété inhabituelle mais que cette grippe avait cependant un caractère unique à cause de sa propagation rapide et du nombre des cas.

M. Goding

Au point de vue des transports, des efforts très importants ont été déployés en vue de construire des aérodrômes dans les districts de Palaos et de Ponape; actuellement, ces deux régions sont desservies surtout par des avions de type amphibie, dont la capacité est très réduite à la fois en ce qui concerne le fret et les passagers. Comme la Mission de visite a pu s'en rendre compte au début de cette année dans les îles Palaos, les travaux de construction d'un aérodrôme de 4 800 pieds à Airai dans l'île de Babelthusp se développent bien et sont près d'être terminés; ce projet particulier est d'une importance primordiale, car il aidera beaucoup au développement du district des Palaos. Bien qu'un avion DC-4 fasse escale périodiquement dans l'île d'Anguar, il faut cinq heures par bateau pour atteindre le centre du district de Koror. Lorsque l'aérodrôme d'Airai sera terminé, il suffira de 20 minutes d'automobile et d'un passage en ferryboat pour que tous les voyageurs atteignent le centre du district.

L'ouverture de l'aéroport d'Airai stimulera également le tourisme dans le district des Palaos. Actuellement, les possibilités limitées de logement et de transport aérien réduisent le nombre des touristes qui pourraient être reçus dans ce district; quelques entrepreneurs locaux commencent à opérer des petits hôtels dans l'île de Koror; mais les moyens de transport restent toujours embouteillés.

En ce qui concerne le développement d'Airai, l'amélioration des routes à Babelthusp a permis l'arrivée d'un plus grand nombre de voyageurs entre Koror et Babelthusp. Depuis l'ouverture d'un service régulier de ferryboat, il y a environ trois semaines, un flot constant de jeeps, d'automobiles, de camions et de motocyclettes se déplace de Koror à Babelthusp. Des fonds ont été alloués pour la réhabilitation complète du système routier de cette île, la plus large du territoire. Des fonds supplémentaires et de l'équipement pour de nouveaux travaux de construction seront mis à la disposition de cette région durant l'année fiscale qui commence le 1er juillet. Les représentants de district sont extrêmement optimiste sur l'influence que ce projet aura sur le développement des possibilités de Babelthusp.

M. Goding

Lorsque l'aérodrome des Palaos sera terminé, l'attention sera consacrée sur Ponape, qui restera le seul district qui ne soit pas encore desservi par des avions ordinaires à plusieurs moteurs. Une étude a été faite en ce qui concerne le choix des sites à Ponape et les travaux pourront peut-être commencer en 1965.

Des améliorations aux autres aérodromes ont été exécutées au cours des quelques derniers mois. Les nouveaux services d'approvisionnement en essence, récemment établis à Yap, Truk et Ponape, sont d'une importance particulière.

Les nécessités en transport aérien dans le territoire sous tutelle augmentent constamment, notamment pour les liaisons entre Guam et Saipan. On signale que pratiquement tous les vols sont effectués presque complets. Ce flot sans cesse croissant des visiteurs qui viennent de Guam a incité les hommes d'affaires de Saipan à projeter la construction d'hôtels et l'établissement d'autres services permettant d'assurer l'alimentation des visiteurs; ces derniers représentent une source réelle de développement économique pour le monde des affaires de Saipan.

Au point de vue des transports maritimes de haute mer, il faut signaler que, parmi les récents développements, les devis de construction ont été fournis par les chantiers de constructions maritimes en vue de la construction d'un bateau qui pourrait servir à la fois à l'Administration et aux soins médicaux. Le navire proposé, qui aurait une centaine de pieds de longueur, servirait au transport des fonctionnaires pour se rendre sur les lieux et opérerait dans le district éloigné des îles Marshall. D'autre part, des devis ont été établis pour la construction d'un navire de 65 pieds afin de faire face aux besoins administratifs dans la vaste lagune de Truk. Enfin, des demandes ont été présentées en ce qui concerne des devis pour divers bateaux à moteur diesel, d'une longueur de 26 à 36 pieds, et qui pourront faire face aux besoins les plus urgents dans les îles écartées. Tous ces bateaux devront être construits de manière à pouvoir être utilisés en haute mer dans des conditions acceptables de sécurité. Après examen des diverses propositions soumises par les chantiers maritimes, des contrats seront accordés pour la construction des bateaux.

M. Goding

Les installations de radiodiffusion du territoire sous tutelle verront bientôt s'ajouter à elles la station de district de Ponape, avant la fin de l'année courante, ainsi que d'autres stations nouvelles situées à Yap et à Saipan et qui seront terminées au mois d'octobre prochain.

Actuellement, trois stations font des émissions quotidiennes dans le territoire sous tutelle; elles sont situées aux Palaos, dans les Marshall et à Truk. Ces trois stations sont en voie de modernisation. Les services de radiodiffusion occupent une place de premier rang dans les programmes d'éducation du territoire sous tutelle ainsi qu'en qualité d'instruments nécessaires à l'administration du territoire. Les fonctionnaires des services de santé publique et de salubrité publique du siège de l'Administration et des services de district utilisent de plus en plus les émissions radiodiffusées, même pour fournir des contacts personnels qui sont impossibles autrement dans leurs activités quotidiennes.

Il y a au siège du territoire un service d'enregistrement sur bandes qui joue un rôle de plus en plus grand dans le fonctionnement des stations existantes, en fournissant pour les programmes du matériel choisi parmi une grande variété de sources, de même qu'en qualité de source de retransmission de nouvelles par radiodiffusion.

Dix Micronésiens vont commencer le mois prochain leur formation au point de vue de la radiodiffusion à East West Center à Hawaï. Ces jeunes gens suivront un cours de quinze semaines pour se former aux techniques d'élaboration des programmes et d'émissions, de manière que les programmes établis localement s'adaptent mieux aux besoins des stations individuelles; il y a là une formation spéciale destinée particulièrement aux pays de la région du Pacifique.

En ce moment, il y a trois autres Micronésiens qui sont formés au point de vue de la technique d'émission par les services de Washington (D.C.); ces étudiants recevront une instruction plus poussée qui demandera un séjour de huit mois; lorsqu'ils rentreront dans leurs districts respectifs, ils occuperont des postes administratifs responsables dans les stations de radiodiffusion de leurs districts.

Dans toutes les régions du territoire sous tutelle, des programmes accélérés mis en vigueur ont suscité le besoin d'un personnel d'information plus large au siège du territoire. A cette fin, un fonctionnaire américain de l'information a été nommé; ce fonctionnaire aide à former des Micronésiens dans le service même.

Un cours d'entraînement pour les travaux d'information se tiendra, d'une façon tout à fait officielle, l'été prochain; à ce cours participeront deux Micronésiens de chaque district, de manière à pouvoir créer le noyau d'un service de reporters micronésiens. Si ce programme remporte un succès suffisant, nous espérons que les activités inter-district feront l'objet d'un reportage plus exact.

Dans le domaine des travaux publics, les activités de construction continuent à croître en importance dans le territoire sous tutelle; environ 12 millions de dollars ont été portés au budget des deux dernières années pour le chapitre "constructions". S'ajoutant au programme accéléré de construction de salles de classe et de logements pour les instituteurs des écoles élémentaires dans tout le territoire, le Département des travaux publics s'intéresse directement à la construction de l'aérodrome de Babelthwap dans le district des Palaos et à la construction de cinq bâtiments à Saipan, construction pour laquelle des crédits seront obtenus par l'intermédiaire du Bureau des projets d'urgence, comme dans le cas des bâtiments détruits au cours du typhon désastreux du mois d'avril 1963.

Les projets déposés actuellement à la section du génie et des devis des travaux publics comprennent des travaux à effectuer dans les Palaos, à Yap, Ebeye, Majuro, ainsi que les adductions d'eau de Truk. Les réservoirs d'eau et les systèmes d'égouts de ces régions sont portés comme nécessitant des réparations importantes ou l'installation de nouveaux systèmes.

Un programme de remplacement d'équipement lourd a été élaboré; aux termes de ce programme, 34 unités nouvelles, depuis les camions à ordures jusqu'aux gros appareils pour déplacer la terre pendant les travaux de construction d'un aéroport devront être achetés. Ceci comporte cinq tracteurs de terrassement; cinq autres seront commandés et devront être livrés plus tard. Dans tous les districts, les routes continuent à être améliorées, soit grâce à des subventions, soit directement par des travaux de construction effectués par l'Administration.

M. Goding

Le problème difficile du règlement relatif à l'utilisation et à l'occupation de certaines terres à Kwajalein, Ebeye et dans d'autres îles des atolls de Kwajalein et de Majuro dans le district des îles Marshall a enfin été résolu avec succès, les 11 et 12 février 1964, lorsque des accords ont été signés par les propriétaires donnant certains droits d'utilisation au gouvernement du Territoire sous tutelle. On s'est mis d'accord sur une indemnité d'un millier de dollars par acre pour l'utilisation passée et future des terres en question. Ces accords terminent plusieurs années de négociations de la part du gouvernement du Territoire sous tutelle pour régler par un accord mutuel ce différend déjà ancien.

Comme dans les années précédentes, une enquête médicale a été faite en mars par une équipe médicale de la Commission de l'Energie atomique, et la Mission de visite a eu l'occasion de rencontrer des représentants de cette équipe lorsqu'elle s'est rendue dans l'île de Rongelap. Les rapports des fonctionnaires médicaux de la Commission de l'énergie atomique, cette fois encore, indiquent qu'en général l'état de santé des habitants de Rongelap est satisfaisant.

L'année dernière, les membres du Conseil s'en souviendront, j'avais parlé d'un projet de loi qui indemniserait les habitants de Rongelap et qui avait été passé par la Chambre des représentants des Etats-Unis et transmis au Senate Interior Committee. Ce Comité s'est réuni pour discuter cette législation et, la semaine dernière, des membres de la Commission du Sénat ont discuté les dispositions du projet de loi avec des représentants marchallais de la communauté de Rongelap. J'espère qu'une décision sera prise avant la fin de la présente session du congrès.

La mission de visite, j'en suis certain, a noté les conditions de l'habitation, de l'hygiène, etc., dans l'île d'Ebeye. Elles ont grandement besoin d'être améliorées. Cette communauté s'est agrandie sans qu'aucun plan ait été élaboré d'avance, sans que rien ait été prévu pour les besoins essentiels des habitants. La surpopulation a pris des proportions sérieuses, et l'on y constate d'autres difficultés qui résultent en général d'une telle expansion de la population dans une île. La situation est telle que les mesures de nettoyage, qui sont entreprises régulièrement, ne peuvent être que des palliatifs, et ne s'attaquent pas au problème à sa base. C'est une situation qui m'a préoccupé tout particulièrement

M. Goding

et à laquelle les officiels de Washington se sont aussi grandement intéressés. Le résultat a été une analyse exhaustive des besoins particuliers d'Ebeye. Le gouvernement du Territoire sous tutelle collabore avec les services intéressés du Gouvernement des Etats-Unis à l'élaboration d'un programme sur grande échelle pour l'amélioration, dans une large mesure, de toutes les installations de l'île d'Ebeye, habitation, approvisionnement en eau, énergie électrique et égouts. Des conférences ont récemment eu lieu à propos de ce programme à Washington, D.C., à Kwajalein et à Honolulu. Les travaux de restauration commenceront dès que les agences participantes seront arrivées à un accord définitif. J'ai grand espoir de pouvoir l'an prochain annoncer au Conseil qu'Ebeye est en pleine transformation.

Je suis reconnaissant au Conseil de m'avoir donné cette occasion de lui présenter ce bref rapport résumé et je m'efforcerai, bien entendu, de donner aux délégations tous renseignements complémentaires qu'elles pourraient désirer pour compléter notre rapport annuel ou pour faire des commentaires sur des points soulevés dans le rapport de la Mission de visite de 1964.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je m'excuse de prendre la parole à cette heure tardive, mais je serai bref.

Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à M. Goding, ainsi qu'au représentant de la population autochtone du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

Bien entendu, nous avons écouté avec attention la déclaration que vient de faire le représentant spécial de l'Autorité administrante, mais je voudrais m'arrêter à un point de ce discours. Le représentant des Etats-Unis a parlé d'un accord entre l'Autorité administrante et les habitants de l'île de Kwajalein au sujet de l'utilisation des terres. J'aimerais savoir quel est le texte de cet accord et s'il pourrait être soumis au Conseil afin que nous puissions l'étudier.

Le PRÉSIDENT (interprétation de l'anglais) : Je pense que le représentant des Etats-Unis prendra note de cette demande.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Oui, Monsieur le Président, j'en prendrai note.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si les membres du Conseil veulent bien siéger dix minutes encore, je propose d'inviter M. Thomas Remengesau à prendre place à la table du Conseil et à faire une déclaration.

Sur l'invitation du Président, M. Remengesau, Conseiller de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique sous administration des Etats-Unis, prend place à la table du Conseil.

M. REMENGESAU (Conseiller de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique sous administration des Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : C'est sans conteste un grand plaisir pour moi d'avoir l'occasion de transmettre à tous les membres du Conseil les salutations de la population des belles îles très dispersées que l'on appelle la Micronésie.

Je suis fier de vous apporter les vœux des Micronésiens et d'être à même d'observer sur place le Conseil de tutelle et l'Autorité administrante en train de passer en revue nos difficultés actuelles ainsi que les progrès accomplis durant l'année sur laquelle porte cet examen. C'est un grand privilège que d'assister aux délibérations d'un organe qui s'efforce d'aider le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique à vivre une vie harmonieuse, heureuse et plus riche, basée sur l'égalité, la justice et la paix avec le reste du monde. Le peuple de la Micronésie tient à réaffirmer sa foi en les Nations Unies et en tout ce qu'elles ont réalisé, en tout ce qu'elles s'efforcent d'obtenir pour tous les hommes, pour toutes les nations, grandes ou petites, indépendantes ou non.

De même, nous avons confiance en l'Autorité administrante et je suis heureux de pouvoir dire au Conseil que, s'il reste beaucoup à faire dans notre Territoire, nous avons bénéficié des réalisations de l'Autorité administrante dans tous les aspects de notre développement territorial. La Mission de visite, qui vient de revenir d'un séjour dans notre Territoire, pourra, j'en suis sûr, déclarer avec moi que la Micronésie, au cours de ces dernières années, a fait de grands progrès dans les domaines politique, social, économique et de l'enseignement.

M. Remengesau

Cela ne signifie pas que le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique accomplit de tels progrès sans rencontrer de difficultés. Au contraire, chaque pas en avant signifie de nouveaux obstacles à surmonter pour la préparation du pas suivant. Mais ce n'est pas là, me semble-t-il, un cas unique, car toutes les nouvelles nations du monde rencontrent les mêmes difficultés dans leur développement.

Ce qu'il faut noter, c'est que, grâce aux conseils et à l'appui de l'Autorité administrante, sous l'œil vigilant du Conseil de tutelle et avec l'acceptation et l'esprit de décision des habitants de la Micronésie, le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique a avancé considérablement dans tous les domaines au cours des dernières années. Bien que le rythme du progrès puisse varier d'un domaine du développement à l'autre, les résultats sont tangibles.

M. Remengesau

Les différences dans le rythme de développement en certains domaines peuvent s'expliquer par les priorités octroyées à divers programmes de développement. Ces priorités ont été dictées par des nécessités budgétaires dans le passé, ainsi que par les ressources physiques du Territoire. Le peuple de la Micronésie connaît bien les difficultés auxquelles doit faire face l'Autorité administrante dans ses efforts tendant à promouvoir le progrès politique, social, économique et culturel du Territoire de manière à nous permettre de disposer d'un gouvernement autonome.

Nous sommes heureux et reconnaissants des programmes accélérés d'enseignement primaire actuellement mis en oeuvre ainsi que du recrutement de centaines d'instituteurs américains actuellement en cours. C'est là un grand pas en avant. Les Américains qui enseignent dans nos écoles primaires permettront à nos instituteurs micronésiens de s'initier aux méthodes modernes d'enseignement en recevant, soit dans le Territoire soit à l'étranger, une formation très poussée. L'enseignement de la langue anglaise, depuis la petite classe de l'école primaire, donnera à nos enfants un outil meilleur leur permettant de se préparer de manière appropriée à tous les domaines de l'activité humaine. De plus, la connaissance et l'usage de l'anglais par les Micronésiens seront un moyen commun de communication à travers le Territoire, permettant d'établir un climat de compréhension et de confiance entre tous les Micronésiens qui, aujourd'hui, parlent des langues fort diverses. Une même langue renforcera l'unité de la Micronésie en même temps qu'elle aidera à assurer l'harmonie permanente de toute structure politique que les Micronésiens pourraient choisir dans l'avenir.

Nous sommes satisfaits de constater que l'Autorité administrante envisage, dans le cadre du prochain programme accéléré, l'amélioration des services sanitaires du Territoire. La santé publique, les programmes de services médicaux, l'enseignement, sont autant de sujets chers au coeur des Micronésiens. Nous savons fort bien que la santé est un facteur aussi important que l'enseignement pour les individus et les membres de leur famille en même temps que pour la communauté tout entière.

M. Remengesau

Sans doute, des considérations budgétaires et autres facteurs nécessitent-ils de mettre l'accent dans le Territoire, selon les périodes, sur différents aspects des programmes de développement, mais j'estime que le progrès culturel, économique et politique doit avoir, sous ses trois aspects, la même priorité, chacun de ces aspects allant de l'avant parallèlement aux autres. Aucun ne saurait être placé avant l'autre; car ces trois aspects vont de pair. Nous sommes certains que l'Autorité administrante est bien consciente de cette nécessité et qu'elle accorde toute l'attention nécessaire pour accélérer le développement d'une infrastructure économique appropriée. Nous espérons que le nombre des experts se livrant à des recherches sur nos possibilités économiques sera accru et qu'un plus grand nombre de techniciens nous sera fourni qui nous donneront leurs conseils et leur aide sur le plan technique. Le problème consistant à contrôler les investissements en vue d'aider au développement industriel - investissements qui, pour le moment, ne peuvent être contrôlés par les Micronésiens - doit également faire l'objet d'une étude attentive.

Sur le plan politique, nous éprouvons quelque inquiétude à propos de la thèse avancée selon laquelle la croissance politique du Territoire sous tutelle doit être accélérée autant qu'il est possible sans tenir compte des autres facteurs en cause. C'est le point de vue de ceux qui soulignent par trop cet aspect du rythme du développement politique de nos îles. En tant que Micronésien, il est certain que je souhaite voir atteint dès que possible l'objectif du gouvernement autonome. Mais j'estime en même temps que la structure politique que nous mettrons au point doit répondre au vœu librement exprimé du peuple au résultat d'une société politiquement informée; cette structure doit également être compatible avec nos possibilités et nos ressources potentielles maxima. Dans une de nos petites îles, nous avons un dicton qui peut se traduire de différentes manières. Une traduction est la suivante : "Vous ne pouvez hâter le mûrissement du fruit du papaya." On dit encore : "Vous ne pouvez pas ralentir le mûrissement d'un papaya." D'autres disent : "C'est comme le fruit du papaya, quand il est mûr, on le voit à la surface." On peut en dire autant aujourd'hui de notre progrès politique. En un sens, vous ne pouvez pas l'accélérer; en un autre sens, vous ne pouvez le ralentir et, en dernière analyse, lorsque le peuple est prêt au gouvernement autonome, il le manifeste et réclame l'autonomie.

M. Remengesau

Si la rapidité de l'action peut, aux yeux de certains, être la phase importante de notre développement politique à l'heure présente, la plupart d'entre nous estiment que l'objectif actuel de croissance politique au moyen d'un processus d'évolution approprié, tel qu'il est souhaité par le peuple lui-même, est certainement l'aspect le plus significatif.

L'établissement d'une législature territoriale doit constituer l'étape suivante de notre progrès politique. La structure architecturale d'une législature territoriale proposée ou d'un congrès territorial a été entreprise il y a quelque deux ans par le Conseil actuel de la Micronésie et nous espérons assister bientôt à la naissance de cet important et nouvel organisme. C'est cette nouvelle législature territoriale qui façonnera le destin du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique.

La session actuelle du Conseil de tutelle sera suivie avec grand intérêt par la population micronésienne. La sixième Mission de visite, revenue tout récemment du Territoire, a présenté au Conseil ses conclusions et recommandations. Le Conseil dispose ainsi de renseignements de première main sur l'oeuvre déjà accomplie aussi bien que sur les problèmes qui se présentent actuellement dans le Territoire. Nous, Micronésiens, espérons très sincèrement qu'au lendemain de cette session, une assistance accrue nous sera accordée qui nous permettra de poursuivre dans tous les domaines notre développement progressif.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je me propose de mettre fin à notre travail d'aujourd'hui par une brève introduction au rapport de la mission de visite de 1964 qui s'est rendue dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Mon introduction à ce rapport sera brève étant donné que le rapport lui-même est fort long et il est long parce que la mission y a traité de tous les points qu'elle désire souligner.

J'indiquerai que le rapport a été adopté à l'unanimité par les quatre membres de la mission et je tiens à remercier les trois autres membres de leur coopération, de leur amitié et de leurs bons conseils. Comme Président, j'ai été particulièrement privilégié d'avoir de tels collègues.

Puis-je indiquer que, pour la première fois, une femme a fait partie d'une mission de visite du Conseil de tutelle. J'espère que ce précédent sera suivi. Des missions telles que celle-ci sont extrêmement fatigantes; mais il est maintenant démontré qu'une femme peut supporter les épreuves qu'elles impliquent. Je puis certifier que la présence d'une femme permet à la mission d'avoir des contacts plus étendus que ce ne serait le cas autrement. En outre, elle avance la cause d'un respect égal des hommes et des femmes, ce qui est l'un des buts des Nations Unies.

Le rapport exprime notre satisfaction de la coopération de nombreuses personnes et de nombreux organismes. Nous avons été particulièrement reconnaissants de l'accueil qui nous a été accordé, en tant que représentants des Nations Unies, par les hommes, les femmes et les enfants de la Micronésie. C'est là une expérience que nous n'oublierons jamais.

Un point que le rapport n'a pas suffisamment souligné, mais auquel je ne puis manquer de me référer dans cette introduction, c'est le respect et la confiance montrés en Micronésie à l'égard du Haut Commissaire, M. Goding. La mission a entendu de nombreuses observations en dépit desquelles les critiques les plus sévères n'ont pu s'empêcher de montrer clairement qu'ils considéraient la présence de M. Goding comme la meilleure chose qui se soit produite en Micronésie depuis bien des années.

Le rapport contient de nombreuses recommandations détaillées ainsi que des conclusions étendues à la fin de chaque chapitre sauf le dernier, relatif à l'avenir du territoire, car la mission n'a pas jugé opportun de donner un simple résumé. Le rapport marque aussi son approbation à de nombreuses reprises, et en

Le Président

particulier à propos de l'enseignement et de la santé publique sur lesquels le plus gros de l'effort de l'administration est actuellement dirigé. Il contient également de nombreuses critiques et suggestions, spécialement dans les domaines économique et politique.

En un sens, la nature assez complète du rapport et l'étendue des critiques et suggestions qu'il contient peuvent être considérées comme un compliment à l'égard de l'administration. Si le territoire sous tutelle avait été dans un état de stagnation, il y aurait eu peu de chose à dire; il n'y aurait pas eu une base suffisante pour établir les propositions d'ordre économique et politique qui constituent la partie la plus importante du rapport de la mission. Mais le territoire est maintenant en progrès et le bourdonnement de son activité peut être entendu dans toute la Micronésie. Le développement politique du territoire est tel qu'il permet de penser maintenant à la question de l'autonomie de la Micronésie comme à quelque chose de réel plutôt qu'hypothétique. Ceci étant, la mission s'est rendu compte qu'une analyse constructive des problèmes de la Micronésie pourrait être utile au Conseil de tutelle, aux dirigeants de la Micronésie et peut-être aussi - s'il n'est pas trop présomptueux de le dire - à l'Autorité administrante et au Congrès des Etats-Unis, qui, comme les deux derniers chapitres du rapport le montrent clairement, ont l'immense pouvoir de favoriser ou d'entraver l'évolution de la Micronésie dans la période qui est immédiatement devant nous.

Parlant maintenant comme Président du Conseil, je propose que nous arrêtons là nos travaux pour aujourd'hui et que nous les reprenions le mardi 2 juin à 15 heures. Nous entendrons alors les dernières déclarations sur le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et nous aborderons la période des questions au représentant spécial pour les îles du Pacifique.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander s'il serait possible d'avoir votre déclaration introductive, Monsieur le Président, au rapport de la mission de visite en tant que document séparé? Je pense que c'est une déclaration tellement bonne que je souhaiterais qu'elle fût l'objet d'un document spécial, en dehors du compte rendu sténographique de la présente séance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La pratique normale du Conseil n'est pas de publier à part des déclarations de cette nature. Cependant, si le Conseil le désire, nous pourrions sans doute le faire, mais la déclaration paraîtra dans le compte rendu.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation pourra se charger de la reproduction de cette déclaration.

La séance est levée à 19 h 15.